

RÉVOLUTION

PERMANENTE

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Les tâches des révolutionnaires



RÉVOLUTION PERMANENTE

Directeur : Alejandro Bodart

Comité éditorial : Imran Kamyana - Ezra Otieno
Oleg Vernyk - Sergio García - Douglas Diniz
Rubén Tzanoff - Verónica O'Kelly

Édition : Pablo Vasco - Martín Carcione
Conception et mise en page : Tamara Migelson

Vous nous trouvez ici
www.lis-isl.org
Mail: ligainternacionalsocialista@gmail.com
f Liga Internacional Socialista
@ligainternacionalsocialista
t Liga Internacional Socialista @isl_lis
y Liga Internacional Socialista (LIS)

Inscription DNDA en cours

Les articles et les interviews signées n'expriment pas nécessairement les positions de la LIS mais plutôt celles de leurs auteurs.



3 À nos lecteurs

4 La montée de l'extrême droite et les tâches des révolutionnaires

10 Israël, fascisme en action

14 L'Europe de l'Est et la vague de droite : raisons, actualité, réponses de gauche

20 Europe : l'extrême droite couvre le virus de la barbarie

23 France : un cycle électoral qui révèle une instabilité politique croissante

26 Le souverainisme réactionnaire en Europe

30 La polarisation sociale et politique aux États-Unis

34 Milei, une radiographie

38 Bolsonaro : le reflet de l'escroquerie de Lula et du PT sur les masses brésiliennes

41 L'expérience Bukele : origine, actualité et dynamique

44 Des talibans au BJP - L'extrême droite et le fondamentalisme religieux en Asie du Sud


la montaña
EDICIONES SOCIALISTAS
Perú 439 1°
Buenos Aires
Argentina, C.P. 1067

FACE AU PROCÈS PÉNAL SIONISTE, SOLIDARITÉ AVEC ALEJANDRO BODART



Le 12 août s'ouvre à Buenos Aires le procès contre notre camarade Alejandro Bodart, dirigeant du MST dans le FITU, coordinateur de la LIS et directeur de cette revue, que la DAIA (Délégation des associations israéliennes en Argentine) accuse pénalement d'« antisémitisme » pour son rejet des crimes sionistes et sa solidarité avec la lutte du peuple palestinien.

S'appuyant sur la définition trompeuse de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA,

son sigle en anglais), la DAIA et le mouvement sioniste du monde entier cherchent à réduire au silence de façon totalitaire toute personne ou organisation qui critique le génocide anti-palestinien commis par l'État d'Israël.

Face à cette attaque antidémocratique, et pour défendre la cause palestinienne et le droit à la liberté d'expression, nous apprécions d'envoyer des déclarations de solidarité à coordination@lis-isl.org

À NOTRE PUBLIC

Dans ce numéro, nous développons un sujet d'actualité sur la scène politique internationale qui suscite des débats quotidiens parmi les militant.e.s : la croissance notoire des formations d'extrême droite, qui accèdent même au gouvernement dans plusieurs pays.

La cause essentielle de la montée de l'extrême droite est liée à la profonde crise capitaliste et à l'échec des gouvernements successifs, tant de la droite traditionnelle que du réformisme ou du soi-disant *progressisme*. Car si l'on ne rompt pas avec le capitalisme, la crise ne laisse aucune marge aux concessions aux masses et impose des plans d'austérité sévères, baisse du salaire, précarité de l'emploi, perte des droits sociaux. Ces gouvernements ouvrent ainsi la voie à l'extrême droite, qui se veut différente de la vieille politique et capitalise sur les troubles sociaux.

Suite à la progression de l'extrême droite aux élections européennes, certains voient une « contre-révolution de gauche » dans les récentes victoires du

Nouveau front populaire français et des travaillistes britanniques. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Ces deux victoires expriment les réserves démocratiques des secteurs populaires qui ont utilisé leur vote pour stopper Le Pen en France ou pour mettre fin à 14 ans de gouvernement conservateur en Grande-Bretagne. Mais il ne faut pas se faire d'illusions sur les vainqueurs. Ce sont des forces politiques du système, qui ont gouverné ou fait partie de plusieurs gouvernements capitalistes qui ont fraudé les masses populaires et ont ainsi pavé la voie à l'extrême droite, qui conserve son dynamisme. Si elles répètent leurs échecs au gouvernement, elles ne feront que la renforcer.

Tout au long de ces pages, à travers une analyse de ce phénomène complexe qu'est l'extrême droite et plusieurs exemples concrets dans des pays d'Amérique, d'Asie et d'Europe, nous abordons les défis auxquels nous, les courants révolutionnaires, sommes confrontés pour affronter et vaincre ce grand ennemi. ✊



La MONTÉE de L'EXTRÊME DROITE et les TÂCHES des REVOLUTIONNAIRES

PAR ALEJANDRO BODART



Le monde connaît une polarisation sans précédent. L'une de ses expressions, la plus inquiétante mais pas la seule, est la progression de l'extrême droite. De l'autre côté de la barricade, la mobilisation des exploités et des opprimés s'accroît, mais sans direction conséquente pour les orienter vers une perspective révolutionnaire. Ce nouvel éveil d'un phénomène qui nous rappelle le fascisme, nous rapproche dangereusement de la barbarie et interpelle tous ceux qui croient qu'un monde socialiste est non seulement possible, mais plus urgent et nécessaire que jamais. Comprendre les causes de la montée en puissance de ces expressions politiques rétrogrades est le premier pas pour élaborer une stratégie qui nous permettra de les affronter, d'avancer dans le regroupement des révolutionnaires et dans la lutte pour des gouvernements ouvriers à l'échelle nationale et mondiale.

La croissance de l'extrême droite a commencé avec le nouveau siècle, mais elle s'est accélérée ces dernières années. Selon certains universitaires¹, il s'agit de la quatrième vague d'extrémisme de droite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui distingue celle-ci de toutes les précédentes, c'est que,

pour la première fois, elle a acquis un poids électoral de masse, s'est étendue à l'échelle internationale et a atteint le gouvernement de certains des pays les plus importants du monde.

Aux États-Unis et au Brésil, avec Trump et Bolsonaro, ils ont gouverné jusqu'à il y a quelques an-

nées et, bien qu'ils aient ensuite perdu les élections, ils continuent d'avoir un poids énorme et il est probable que Trump revienne au pouvoir cette année. Depuis 2014, avec le triomphe du nationaliste hindou Narendra Modi, elles dirigent l'Inde, le pays le plus peuplé de la planète, et depuis la même année, Recep Erdogan dirige la Turquie. Récemment, le libertaire Milei est devenu président de l'Argentine. Quant à l'État d'Israël, le gouvernement dirigé par Benjamin Netanyahu est responsable de l'assassinat en masse du peuple palestinien.

Lors des dernières élections au Parlement européen, la progression de l'extrême droite dans les principales puissances impérialistes a choqué le vieux continent. En France, le parti de Marine Le Pen est arrivé en tête, provoquant un séisme politique, et bien qu'il ait ensuite été battu au second tour des élections législatives, sa progression est indéniable. En Italie, la coalition menée par Giorgia Meloni, héritière du parti de Mussolini, a consolidé son emprise sur le pouvoir, et en Allemagne, les néofascistes d'Alternative pour l'Allemagne sont arrivés en deuxième position. Ils ont gagné en Autriche, en Belgique et ont obtenu de bons résultats dans presque tous les pays de l'UE. Outre Meloni en Italie, Viktor Orbán gouverne la Hongrie et d'autres forces d'extrême droite font partie de gouvernements de coalition en Croatie, en Slovaquie, en Finlande. Il y a quelques mois encore, elles régnaient en Pologne, le gouvernement suédois bénéficie du soutien extérieur de l'extrême droite et, lors des dernières élections législatives les ultras ont remporté la victoire aux Pays-Bas. Le paysage européen commence à devenir sombre.

Malgré les différences importantes entre ce phénomène et le fascisme de la Seconde Guerre mondiale, s'il devait se consolider et parvenir à infliger des défaites significatives au mouvement ouvrier, il pourrait évoluer de manière très similaire. Cela ne semble pas être la perspective la plus probable dans l'avenir immédiat, étant donné que dans la situation internationale actuelle, il y a une poussée généralisée des luttes des travailleurs, des femmes et des jeunes, qui, malgré les inégalités, reste dynamique et difficile à démanteler. Le revers de la médaille de la montée de l'ultra-droite est le dégoût qu'elle provoque dans le reste de la population, qui pousse à la mobilisation sociale pour l'affronter, comme nous venons de le voir en France et comme nous l'avons vu dans presque tous les pays où elle se manifeste. Même l'État génocidaire d'Israël, qui est ce qui se rapproche le plus d'un État fasciste, ne réussit pas

à se stabiliser en raison de la résistance héroïque du peuple palestinien et des extraordinaires manifestations de solidarité internationale, en particulier au cœur des empires américain et européen. Mais nous ne pouvons pas minimiser un phénomène qui prend de l'ampleur et que nous devons affronter unis dans la rue et en déployant des initiatives audacieuses pour renforcer la construction de nos partis et regrouper les révolutionnaires à l'échelle internationale.

SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES AU SEIN DE L'EXTRÊME DROITE

Bien que les différentes forces populistes d'extrême droite soient très hétérogènes, elles ont une base commune qui les identifie. Elles sont xénophobes, racistes et misogynes. Elles défendent ouvertement les inégalités sociales existantes comme une évidence et s'opposent catégoriquement à toute interven-



tion de l'État bourgeois pour y remédier. Elles sont profondément individualistes, élitistes et méritocratiques. Elles reprochent aux individus d'être pauvres ou démunis et refusent de leur fournir toute aide provenant des ressources publiques.

Leur objectif est de mettre fin aux droits qui ont été conquis au fil de décennies de lutte, principalement les droits du travail, et de réduire considérablement les dépenses sociales des États afin de baisser les impôts des entreprises et de leur garantir ainsi des superprofits. Pour y parvenir, elles savent qu'ils doivent vaincre la classe ouvrière et c'est pourquoi ils tentent de s'orienter vers des régimes de plus en plus autoritaires et répressifs, limitant ou supprimant les libertés démocratiques.

Elles se présentent à la société avec une série

Abascal, Netanyahu, Milei, Orbán, Modi, Bolsonaro, Trump, Le Pen et Meloni



d'idées-forces et de réponses simplistes mais gadgets. Elles proposent d'interdire **l'immigration**, qu'elles rendent responsable de la dégradation du niveau de vie des majorités « autochtones », principalement en Europe et aux USA. Elles sont les prétendues porte-drapeaux de **la sécurité** et proposent une main de fer et une militarisation accrue pour « ramener l'ordre », niant tout lien entre marginalité sociale et criminalité, tentant de mettre fin à la contestation sociale ; un autre de leurs axes est **la corruption**, qu'elles tentent d'associer exclusivement à la « classe politique » et à certains groupes qui s'y opposent, en évitant de la relier aux entreprises, aux banques et aux réseaux de régimes corrompus jusqu'à la moelle ; elles défendent des politiques **nationalistes ou une prétendue souverainisme** dans les pays impérialistes, tandis que dans les pays arriérés ou semi-coloniaux, elles se présentent comme des laquais de l'impérialisme.

Une autre question qui les unit est **l'islamophobie**, qui a été encouragée par des secteurs du pouvoir après les attentats contre les Tours jumelles et qui constitue la base de leur argumentation les amenant à défendre l'État d'Israël et ses politiques génocidaires. Dans les pays qui comptent des **minorités ethniques**, comme l'Inde, elles sont profondément racistes à leur égard. Ils sont liés à différentes **églises et religions** et attaquent ce qu'elles appellent *l'idéologie de genre* et les acquis du mouvement des femmes et des groupes LGBT+, tels que le droit à l'avortement et le mariage égalitaire, qu'ils accusent de « pervertir » l'esprit des jeunes et de détruire l'institution de la famille. Elles rejettent également les droits environnementaux au profit des entreprises extractivistes.

Cependant, malgré ces accords, les différents partis et mouvements d'extrême droite ont des dif-

férences entre eux. S'ils se déclarent tous « anti-système » et critiques des régimes bourgeois-démocratiques ou libéraux, et se disputent pour l'instant le pouvoir à travers leurs mécanismes, il y a des différences entre ceux qui sont plus « réformistes » pour réaliser les changements qu'ils proposent et d'autres qui voudraient tout faire plus rapidement, bien qu'il y en ait encore peu qui proposent ou tentent d'imposer d'autres types de régimes par la force ou qui se consacrent ouvertement à l'organisation de groupes paramilitaires.

Il existe également des différences entre ceux qui se sont alignés sur l'Ukraine et ceux qui se sont alignés sur la Russie dans la guerre qui dure depuis plus de deux ans. En Europe, tout en se disant eurosceptiques et pro-souveraineté, tous n'envisagent pas de rompre avec l'Union européenne ou l'OTAN. Et si la plupart tentent de se démarquer discursivement du fascisme des années 1930 afin d'élargir leur base de soutien, d'autres s'y refusent. Toutes ces nuances ont conduit à l'émergence au Parlement européen de différents espaces en mouvement permanent. L'une des références est Meloni, qui a récemment tenté un rapprochement avec la droite conservatrice traditionnelle. Un autre groupe qui monte en puissance est celui des Patriotes pour l'Europe, référencé par le Hongrois Viktor Orbán, ouvertement aligné sur Poutine et sympathisant de Trump, qui vient d'être rejoint par Santiago Abascal de Vox (abandonnant Meloni), l'extrême droite néerlandaise, le bloc de Marine Le Pen et d'autres forces, dont Salvini de la coalition gouvernementale italienne, ce qui en fait l'espace le plus fort de ce spectre idéologique. Il existe d'autres espaces, avec un discours plus ouvertement fasciste, comme Alternative pour l'Allemagne, qui est en train de former son propre groupe.

Sous Milei, le discours du courant libertaire a pris de l'ampleur. Dans des régions d'Asie et du Moyen-Orient, l'extrémisme religieux se renforce depuis des années et, là où il règne, il impose des pratiques médiévales profondément autoritaires à l'encontre des femmes et de la société dans son ensemble.

LES CAUSES

L'extrême droite existe depuis des décennies. Ce qu'il faut comprendre, c'est pourquoi elle a réussi à gagner la sympathie d'une grande partie des masses et à devenir un phénomène d'envergure globale. Bien que de nombreux facteurs aient convergé, le

déterminant a été la crise capitaliste qui s'est déclenchée dans les premières années du nouveau siècle. Cette crise, par son ampleur, est comparable aux grandes crises du capitalisme qui ont provoqué des changements historiques, conduit l'humanité à deux guerres mondiales, à la naissance du premier État ouvrier en Russie ou à la montée du fascisme en Europe, entre autres.

Le capitalisme en tant que système et la démocratie bourgeoise en tant que mécanisme de domination, qui étaient sortis « victorieux » de l'effondrement de l'Union soviétique dans les années 1990 et dont les idéologues de la classe dirigeante prédisaient l'éternité, ont commencé à décliner en l'espace de quelques années.

En 2008, la crise économique qui a éclaté a été la plus grave depuis la Grande Dépression des années 1930. Les difficultés des travailleurs et des secteurs populaires se sont aggravées jusqu'à atteindre des niveaux insupportables. Le désespoir des secteurs de masse dans d'innombrables pays semi-coloniaux a provoqué une crise migratoire sans précédent. L'extractivisme débridé a provoqué des catastrophes socio-environnementales qui ne cessent de s'aggraver. La réduction des budgets publics a entraîné une crise sanitaire dont l'issue la plus tragique a été une pandémie qui a contraint la population mondiale à s'enfermer pendant des mois.

La « démocratie » qui, dans les décennies de la guerre froide contre la bureaucratie stalinienne, était une arme très importante de la propagande capitaliste, est devenue une coquille vide de contenu pour la grande majorité de la population mondiale. Des années de mise en œuvre des plans néolibéraux et l'aggravation des malheurs sociaux ont conduit à la crise des vieux partis qui ont alterné historiquement au pouvoir. Ainsi, le discours hégémonique que l'impérialisme et les bourgeoisies avaient réussi à imposer s'est effondré. Même l'hégémonie impérialiste des États-Unis a commencé à être remise en question.

UN VIRAGE À GAUCHE RATÉ

Dans un premier temps, cette nouvelle situation a donné lieu à d'énormes conflits sociaux et à la montée de différentes expressions populistes de gauche au niveau international. En Amérique latine, un nouveau nationalisme petit-bourgeois s'est développé, sans lien avec les secteurs bourgeois traditionnels, avec Chávez au Venezuela comme principal point de référence, et des variantes de

centre-gauche sont arrivées au pouvoir dans une grande partie du continent. La vague a atteint les États-Unis, où la figure de Bernie Sanders a pris de l'ampleur et où une petite organisation au sein du Parti démocrate, la DSA, s'est remplie de jeunes qui se définissaient comme socialistes. En Europe, Syriza allait devenir une référence internationale d'une nouvelle gauche réformiste, avec un discours radical, qui commençait à dépasser la vieille social-démocratie et avait des expressions similaires dans presque tout le vieux continent.

Les limites programmatiques et de classe de tous ces directions, qui ont dû évoluer au milieu d'une crise capitaliste aiguë, ont fait qu'au lieu de prendre des mesures anticapitalistes pour la contrer, elles ont fini par aller à l'encontre du mouvement de masse lorsqu'elles sont arrivées au gouvernement, en continuant à appliquer les mesures d'austérité et les plans conçus par le FMI et la Banque mondiale, ce qui a accru les difficultés des travailleurs. L'échec de toutes ces expériences a conduit à une grande démoralisation. La marginalité de la gauche révolutionnaire dans son ensemble, associée au sectarisme de certains et à l'opportunisme d'autres, a fait qu'il n'y a pas eu d'alternative pour arrêter ce cours dans aucun pays. Bien qu'il ait été à l'origine d'initiatives importantes au Brésil, en France et en Argentine, seul le Front de gauche Unité (FIT-U) argentin a réussi à maintenir une certaine représentativité et à rester fidèle à son programme.

LE PENDULE SE DÉPLACE VERS LA DROITE

La débâcle du nouveau réformisme qui est né au XXI^e siècle a fait perdre l'occasion de commencer à surmonter les confusions de conscience héritées de l'effondrement de l'Union soviétique. Au contraire, elles ont été aggravées. L'ancien et le nouveau réfor-



misme de gauche ayant échoué, l'extrême droite a commencé à disposer d'un terrain fertile.

L'incertitude, le scepticisme, la méfiance à l'égard de tout ce qui existe se sont encore accrus. Le développement des médias alternatifs a servi de canal à la diffusion de toutes sortes d'idées folles et de mensonges, qui ont commencé à jouir d'une plus grande crédibilité que celles émanant des institutions d'une démocratie dégradée, des partis qui gouvernaient ou avaient gouverné, des autorités scientifiques et des médias supposés « fiables », eux-mêmes responsables d'avoir transmis les idées émanant d'une bureaucratie d'État corrompue et décadente. L'ultra-droite a su utiliser les réseaux et les médias alternatifs pour propager son discours facile et pénétrer des couches des masses.

Le fait que la majorité de la population en Amérique latine et en Europe n'ait pas souffert des conséquences des dictatures des années 1970 ou du fascisme au cours des dernières décennies leur a facilité le terrain. Elles ont réussi à influencer une partie de la jeunesse qui n'a pas su s'adapter aux avancées des droits des femmes. Et des secteurs d'une classe moyenne appauvrie, des travailleurs informels sans aucun droit et des pans très arriérés de la classe ouvrière.

Voyant qu'elles prenaient du poids, des secteurs de la bourgeoisie et de l'impérialisme lui-même, frappés par une crise qui semble sans fin, ont commencé à les financer, pariant qu'elles réaliseraient ce que les autres directions n'ont pas réussi à faire : vaincre la classe ouvrière, mettre fin à ses acquis historiques, commencer à récupérer les taux de profit d'antan.

Le virage à droite de pans entiers de la population n'a pas seulement renforcé l'ultra-droite : il s'est également accompagné d'un nouveau glissement vers la droite des forces politiques traditionnelles, qui tentent ainsi de rejoindre la vague de ce deuxième moment de la nouvelle étape qui a commencé avec le nouveau siècle.

LES TRAVAILLEURS RÉSISTENT

Mais le développement de ces expressions rétrogrades n'est pas le seul phénomène de l'étape. L'autre est la lutte acharnée des travailleurs contre les atteintes à leur niveau de vie et pour la défense de leurs droits économiques, sociaux et démocratiques ; de rébellions de peuples entiers contre leurs oppresseurs, de grandes mobilisations des femmes et des jeunes. Nous avons assisté à des rébellions,

des soulèvements, des grèves générales et des millions de personnes dans les rues d'un grand nombre de pays sur tous les continents. Plus récemment au Kenya.

Nous sommes témoins d'un monde radicalement polarisé, où un phénomène nourrit l'autre. Les expressions de droite génèrent la radicalisation et le rejet dans d'autres parties de la société, qui est prête à les combattre sur tous les terrains, avec tout ce qu'elle a sous la main pour le faire. On vient de le voir en France, où le danger d'une victoire du Rassemblement national a mobilisé des millions de personnes qui ont réussi à inverser les résultats du premier tour. En Allemagne, des millions de personnes se sont mobilisées contre la menace de l'Alternative pour l'Allemagne (extrême droite). Au Portugal, le 50e anniversaire de la Révolution des Œillets a été le vecteur d'une mobilisation extraordinaire en réponse à la croissance des fachos de Chega. En Argentine, deux grèves générales et des millions de personnes dans les rues ont livré bataille au libertarien Milei. Des situations similaires se répètent dans presque tous les pays où les ultras progressent.

Là où elles gouvernent, la résistance ouvrière se multiplie et, comme elles ne parviennent pas à vaincre la classe ouvrière ni à résoudre les problèmes qui les ont amenés au pouvoir, elles battent en retraite et perdent les élections, comme cela s'est déjà produit aux États-Unis, au Brésil ou récemment en Pologne, bien que dans tous ces pays, l'ultra-droite soit un phénomène qui est là pour durer.

LES TÂCHES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Les différentes variantes politiques de la bourgeoisie et principalement l'ultra-droite, l'extrême-droite ou la droite radicale, qui attaque globalement nos droits et nos libertés démocratiques, doivent être confrontées et vaincues dans la rue, avec les méthodes de la classe ouvrière. Il est erroné de subordonner la mobilisation à des victoires électorales possibles et futures, comme le propagent les réformistes. Même lorsque les forces de la droite classique ou du centre-gauche parviennent à vaincre électoralement l'extrême droite, comme cela s'est produit aux États-Unis avec Biden, au Brésil avec Lula ou en France avec le Front populaire, cette dernière ne disparaîtra pas et se nourrira des trahisons des premiers pour continuer à agir et à revenir au pouvoir.

Pour impulser la mobilisation la plus massive

possible et lorsque les conditions d'une grève générale sont réunies, les révolutionnaires doivent développer l'**unité d'action** la plus large et le **front unique**, sans se subordonner le moins du monde aux directions réformistes ou bureaucratiques que l'on appelle à mobiliser ou en oubliant de critiquer leurs incohérences. Nous devons évoluer sans sectarisme d'aucune sorte et dialoguer fraternellement avec la base des autres organisations, sans tomber dans l'opportuniste qui consiste à s'adapter aux positions erronées de leurs dirigeants. En même temps, il est essentiel d'encourager la coordination entre les secteurs les plus militants afin d'agir comme un seul bloc. De même, là où l'ultra-droite a organisé des groupes qui agissent, il est fondamental d'être à l'avant-garde dans l'organisation de l'autodéfense. Il faut toujours se rappeler que le fascisme ou ses disciples ne doivent pas être contestés : ils doivent être combattus jusqu'à ce qu'ils soient vaincus.

L'une des grandes faiblesses de l'étape, malgré la combativité de notre classe, est l'absence de directions révolutionnaires ayant une influence de masse. Le problème de la direction n'est pas seulement syndical : il est essentiellement politique. **La tâche historique la plus importante qui nous attend est de construire des partis socialistes révolutionnaires forts et une internationale qui soit un pôle de regroupement.** Et il est possible de faire des pas dans cette direction si nous profitons des petites et grandes opportunités que la lutte des classes nous offre. Il faut expliquer patiemment aux meilleurs militants qu'ils ne doivent pas se laisser bernier à nouveau par le chant des sirènes des réformistes qui, face à la progression de l'ultra-droite qu'ils ont eux-mêmes facilitée, proposent les mêmes vieilles recettes : l'union derrière des fronts sans principes, avec un programme de réformes cosmétiques et le refus d'une lutte de fond contre le système, dont ils ne voient jamais les conditions.

Le système capitaliste est en pleine décomposition et si nous ne contribuons pas à l'enterrer, il nous conduira rapidement à la barbarie. Le fait que l'ultra-droite et le fascisme gagnent à nouveau du terrain est un signe clair que ce processus a commencé. Il est essentiel d'empêcher sa progression, non seulement pour assurer une vie digne à l'ensemble de l'humanité, mais aussi pour éviter de nouvelles guerres fratricides et que la dégradation de la nature n'atteigne un point de non-retour.

Le seul système alternatif à la barbarie capitaliste est le socialisme. Mais il s'agit du socialisme de

Marx, Engels, Lénine, Trotski, Rosa Luxembourg, et non de la caricature bureaucratique en laquelle l'Union soviétique a dégénéré sous Staline. Ni de la farce des dictatures capitalistes qui salissent le nom du socialisme au Venezuela ou au Nicaragua. Encore moins de ce qu'ils tentent de vendre comme alternatives à l'impérialisme occidental des secteurs du « camp » de la gauche : la Chine ou la Russie, pays devenus impérialistes et dont les régimes n'ont rien à envier aux pires dictatures.



Le socialisme pour lequel il faut se battre est celui où les travailleurs gouvernent à travers des conseils où tout se décide démocratiquement. Un monde où la richesse de nos pays permet la jouissance de la vie, la jouissance du temps libre et où personne ne vit du travail d'autrui ou de l'oppression d'autrui. Un monde où les pays sont libres de se déterminer.

Pour lutter pour ce type de société, il faut s'organiser au niveau national et international, se regrouper en tant que véritables révolutionnaires, lutter jusqu'à la victoire. C'est la proposition de la Ligue internationale socialiste, à laquelle nous t'invitions à te rallier. ✊

1. Cas Mudde, universitaire néerlandais, professeur à l'Université de Géorgie et associé au Centre de recherche sur l'extrémisme de l'Université d'Oslo, est l'un des intellectuels qui a le plus étudié ce phénomène.

Nous présentons aux lecteurs deux textes de Léon Trotski

Le Front unique et le communisme en France



Pour un front unique ouvrier contre le fascisme



ISRAËL, FASCISME

en action

PAR PABLO VASCO



Né comme une enclave coloniale pro-impérialiste, Israël a un ADN fasciste. État suprémaciste, théocratique et hyper-militarisé, il commet des nettoyages ethniques et des génocides anti-palestiniens depuis sa création. Aujourd'hui, sous la direction de l'ultra-droitier Benyamin Netanyahou, l'État sioniste est le premier représentant du fascisme au monde.

À la fin du XIXe siècle, plusieurs gouvernements européens ont utilisé l'antisémitisme pour diviser la classe ouvrière. C'est ainsi qu'est né le sionisme, courant politique promu par des secteurs bourgeois juifs pour empêcher les travailleurs et les jeunes juifs de rejoindre les partis révolutionnaires. Alors que la gauche proposait d'intégrer et d'assimiler la minorité juive dans chaque pays, le sionisme a transmuté une appartenance religieuse en une idéologie nationaliste identitaire.

En 1896, Theodor Herzl, fondateur du mouvement sioniste, publie son livre *L'État juif*. Il envisage l'Argentine ou la Palestine pour son établissement, et de cette dernière il dit : « *Pour l'Europe, nous y formerions un rempart contre l'Asie ; nous serions au service de l'avancée de la culture contre la barbarie* »¹. Dans son *Journal*, il falsifie

l'histoire : « *Toute la Palestine parle de notre projet national parce que nous sommes les maîtres historiques du pays* »².

Ce nationalisme suprématiste, comme dans *L'Œuf du serpent*, le film d'Ingmar Bergman sur les débuts du nazisme, anticipe que du germe sioniste naîtra aussi une créature fasciste. Les premiers congrès sionistes ont consolidé le mythe du *peuple élu* et de *terre promise* afin de coloniser la Palestine en encourageant l'immigration juive.

Le premier congrès, en 1897, approuve « *l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif en Palestine* » et fonde l'Organisation sioniste mondiale. Le deuxième crée la Banque Coloniale juive pour y acheter des terres et y installer des colons. Le troisième réaffirme ce « droit » et crée à Jaffa l'Anglo Palestine Company³. Le quatrième congrès, à Londres, cherche à obtenir le soutien de la Grande-Bretagne. Le cinquième crée le Fonds national juif⁴ pour administrer les terres déjà accumulées. Le sixième débat de deux options : le Sinaï égyptien ou l'offre britannique de l'Ouganda-Kenya. En 1905, le septième congrès réaffirme la Palestine, avec le slogan cynique « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* ».

En 1917, la Palestine passe de la domination ottomane à la britannique. Dans l'intérêt de cette

puissance, son chancelier Arthur Balfour déclare : « *Le gouvernement de Sa Majesté accueille favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* ». Ainsi, avec le soutien de la Société des Nations et des États-Unis en tant qu'impérialisme hégémonique mondial, le génocide commis des années plus tard a été rendu possible. En mai 1948, le sionisme fonde Israël au prix de 531 villages palestiniens rasés, 15 000 personnes tuées, 750 000 expulsées et leurs terres usurpées. Pour le peuple palestinien, c'est la *Nakba*, la catastrophe, qui se poursuit.

IMPÉRIALISME, MILITARISME, RACISME, TOTALITARISME

Léon Trotski, en 1933, décrivait ainsi le régime nazi : « *Pour élever la nation au-dessus de l'histoire, on lui donne le soutien de la race... C'est le capital monopoliste qui lui fixe ses tâches. La concentration forcée de toutes les forces et moyens du peuple dans l'intérêt de l'impérialisme, qui est la véritable mission historique de la dictature fasciste, implique la préparation de la guerre ; ce but, à son tour, ne tolère aucune résistance intérieure et conduit à une concentration mécanique ultérieure du pouvoir* »⁵. Tout comme le nazisme s'est qualifié de *national-socialisme*, le sionisme s'est paré d'un vernis « socialiste » avec les *kibboutz* et les travaillistes. Mais ce sont des attributs fascistes qui caractérisent Israël, le seul colonialisme de peuplement au monde :

- **Impérialiste.** Avec les USA, ils sont des alliés fidèles. Outre les transferts de fonds du puissant lobby sioniste local, Israël reçoit quelque 3,2 milliards de dollars par an de la Maison Blanche, non réintégrables, dont la quasi-totalité pour l'achat d'armes. Il joue ainsi le rôle de gendarme impérialiste au Moyen-Orient contre les peuples arabes, tandis que dans les forums internationaux, les USA font obstruction à toute sanction ou vote contre Israël.
- **Militariste.** Israël est l'État le plus militarisé de la planète⁶. Sur 200 pays, il est le 10e importateur et le 9e exportateur d'armes. Il est le 93e pays en population, mais le 17e en puissance de feu⁷ et possède un arsenal nucléaire. Le service militaire obligatoire - clef pour l'emploi et interdit aux Arabes pour des « raisons de sécurité » - est le plus long du monde : près de

trois ans pour les hommes et deux ans pour les femmes. Les dépenses militaires représentent 12 % du total. Le pays compte 200 000 soldats et 500 000 réservistes, soit 10 % de la population juive.

- **Raciste.** La *loi du retour* accorde la résidence aux immigrants juifs et la refuse aux réfugiés palestiniens. La *loi d'absence* permet de confisquer des maisons des Palestiniens expulsés et la *loi foncière* empêche les Palestiniens de louer. La *loi sur la citoyenneté* la refuse au conjoint d'un Israélien s'il vient du territoire palestinien. Selon la *loi sur l'État-nation*, Israël est la patrie juive (théocratie), les colonies sont une *valeur nationale* et seul l'hébreu est la langue officielle. Pour les délits liés à la sécurité, un juif est jugé par un tribunal civil et un Palestinien par un tribunal militaire. Cela implique *apartheid* organique, nettoyage ethnique, un génocide anti-palestinien sans fin.



Joe Biden et Benjamin Netanyahu.

- **Totalitaire.** Israël viole le droit international et les résolutions de l'ONU, même celle de partager avec l'Autorité palestinienne Jérusalem, qu'il a déclarée capitale « entière et unifiée ». Ses citoyens arabes, ses travailleurs palestiniens et son personnel temporaire « invité » ont moins de droits. Il n'accorde l'état civil qu'aux mariages juifs et il n'y a pas de transports publics le samedi. Outre les forces armées, la police et les gardes-frontières, la Cisjordanie et Jérusalem-Est abritent quelque 700 000 colons, pour la plupart armés, la force paramilitaire sioniste. Netanyahu cherche à interdire les partis arabes et à subordonner le pouvoir judiciaire au parlement qu'il contrôle.

	HIER	AUJOURD'HUI
Expansionnisme	« Lorsque nous serons devenus une puissance grâce à la création d'un État, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine » ⁸ (David Ben-Gourion, leader travailliste sioniste, premier Premier ministre)	« Je ne compromettrai pas le contrôle total de la sécurité israélienne sur l'ensemble de la zone située à l'ouest du Jourdain, ce qui est contraire à la création d'un État palestinien » ⁹ (Netanyahou).
Militarisme	« Les frontières de notre État seront définies par les limites de notre force » (Yisrael Galili, commandant terroriste sioniste, ancien ministre). « Nous avons le droit de décider de nos frontières en fonction de nos besoins défensifs » ¹⁰ (Yigal Alon, général et dirigeant travailliste).	« Seul Israël contrôlera la bande de Gaza. À Rafah, il y aura une guerre totale jusqu'à ce que nous ayons terminé. Nous ne pouvons pas terminer sans une guerre au nord [Liban], nous devons aller sur le terrain et commencer les combats là-bas » ¹¹ (Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale).
Suprémacisme	« Il est impossible qu'un Juif né dans une famille de sang juif pur soit adopté par la perspective spirituelle d'un Allemand ou d'un Français » ¹² (Zeev Jabotinsky, leader du révisionnisme, l'aile la plus ultra-droite) ¹³	« La race juive est la plus intelligente et possède le capital humain le plus élevé... Nous avons été bénis par Dieu, nous sommes le peuple élu » ¹⁴ (Miki Zohar, député du Likoud).
Racisme	« Les Palestiniens sont des bêtes qui marchent sur deux jambes » ¹⁵ (Menachem Begin, chef paramilitaire sioniste, ancien Premier ministre).	« Nous combattons des animaux humains » ¹⁶ (Yoav Gallant, commandant du commandement sud et ministre de la Défense).

Pour les sionistes, les Palestiniens sont des *sous-hommes*, de la même manière que les nazis considéraient les Juifs. C'est pourquoi leur accusation d'*antisémitisme* envers l'*antisionisme* est hypocrite. À cette matrice d'État fasciste se sont ajoutées ces dernières années la crise interne israélienne, la crise économique globale depuis 2008 et la polarisation, dont l'expression politique inégale se situe principalement à droite. Cette combinaison a renforcé l'extrême droite israélienne qui progresse depuis 2009. En novembre 2022, Netanyahou, chef du Likoud, a remporté les élections en s'alliant avec six partis religieux fondamentalistes. Le Likoud vient d'une fusion en 1988 avec le Herut, parti ultra-sioniste fondé en 1948.

- À l'époque déjà, Albert Einstein, Hanna Arendt et d'autres personnalités juives progressistes dénonçaient clairement le Herut « *qui ressemble beaucoup, dans son organisation, ses méthodes, sa philosophie politique et ses prétentions sociales, aux nazis et partis fascistes* »¹⁷.
- En 2018, le célèbre historien israélien Zeev Sternhell, ancien directeur du département de Sciences

politiques de l'Université hébraïque de Jérusalem, a qualifié Israël de « *fascisme croissant et racisme similaire au nazisme précoce* »¹⁸.

- Etilyaquelquesmois, l'ancien chancelier Ben-Ami a qualifié le Likoud de « *secte de croyants impossible à distinguer de ses alliés du 'sionisme religieux'* » et de « *composante plus raffinée du fascisme théocratique qui domine aujourd'hui le gouvernement Netanyahou* »¹⁹.

L'ONU a appelé à un cessez-le-feu et Biden propose un plan difficile pour les deux parties. Netanyahou, en raison de sa réforme judiciaire et de sa gestion de l'attaque de Gaza puis de Rafah, est confronté à une forte opposition interne et a dissous son cabinet de guerre²⁰. Pourtant, il poursuit son offensive, même au Liban, sous peine de perdre le pouvoir. Mais sa stratégie criminelle à l'encontre de la Palestine est une révolusion, un boomerang mondial. Israël a été dénoncé pour *génocide* devant la Cour pénale internationale et plusieurs gouvernements et États ont rompu leurs relations. Dans le même temps, il suscite la répudiation et des actions massives de la jeunesse aux États-Unis, en Europe et dans d'autres pays en solidarité avec le peuple palestinien, dans une vague qui évoque le grand mouvement des années 1970 pour le Vietnam. De l'autre côté de la barrière, si le fascisme du siècle dernier était plutôt antisémite, aujourd'hui l'ultra-droite est pro-sioniste et anti-palestinienne, comme le président argentin Milei, entre autres.

LE FONDAMENTALISME ISLAMIQUE

De même que l'URSS en 1948 a été le premier pays à reconnaître Israël avec les USA, les partis communistes ont également capitulé. Les bourgeoisies des pays arabes ont fait de même, en « normalisant » leurs liens avec Israël. De même que la direction palestinienne, l'OLP, le mouvement politico-militaire de libération dirigé par Yasser Arafat, qui, en 1993, a signé les accords d'Oslo sous la tutelle des USA, a reconnu l'État sioniste et a abandonné sa lutte historique pour une *Palestine libre, laïque et démocratique, du fleuve à la mer*.

Cette immense trahison a ouvert la voie à une nouvelle direction de la résistance palestinienne, dans le feu des intifadas : le fondamentalisme islamique, avec le Hamas et d'autres organisations. Rappelons que dans sa première décennie, le Hamas a été financé par le sionisme pour supplanter l'OLP. L'ultra-islamisme s'est ainsi renforcé en Palestine et dans

tout le Moyen-Orient, avec comme pilier le régime théocratique des ayatollahs qui dirige l'Iran depuis 1979. Bien que l'Iran confronte Israël, aucun caractère progressiste ne peut être attribué à une dictature capitaliste et islamiste, qui opprime les travailleurs, les jeunes, les femmes, les personnes LGBT+ et la minorité kurde.

Avec un même guide suprême depuis 35 ans, un Conseil des Sages qui valide ou non les candidatures, une justice basée sur la *charia* - la loi islamique la plus stricte - et une « police des mœurs » qui punit les femmes qui ne portent pas le *hijab* en public, et qui a même assassiné la jeune Mahsa Amini, le régime politique du capitalisme iranien est despotique. Après la mort de son président Ebrahim Raisi, un répressur qui a fait des milliers de morts sous ses ordres, une lutte de pouvoir s'est engagée entre les différents secteurs.

Dans son propre intérêt, l'Iran manipule la cause palestinienne, en soutenant le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban et les rebelles houthis au Yémen, où Al-Qaïda est également actif. D'autres branches du fondamentalisme islamique sont le régime fanatique des Talibans en Afghanistan et les groupes terroristes djihadistes, tous contre-révolutionnaires : Boko Haram (Nigeria), Al Shabab (Afrique de l'Est) et l'ISIS en perte de vitesse (frontière afghano-iranienne et Sahel africain).

LA RÉVOLUTION SOCIALISTE, SEULE ISSUE

La politique des *deux États*, que l'ONU et certains gouvernements et secteurs politiques défendent encore, ayant clairement échoué, la variante *d'un seul État démocratique, laïque et binational israélo-palestinien* dans le cadre de ce système capitaliste en crise est également utopique. D'autre part, le projet politique du Hamas d'une Palestine capitaliste et musulmane n'est pas non plus une solution, et même depuis 2017, il accepte les frontières de 1967, c'est-à-dire la coexistence avec Israël.

La seule issue efficace est de démanteler l'État sioniste à la racine, d'assurer le droit au retour des réfugiés palestiniens, de récupérer les logements et les terres agricoles nécessaires et de planifier démocratiquement l'économie au service des majorités. Comme l'a dit à juste titre le trotskiste palestinien Jabra Nicola : « La révolution arabe socialiste victorieuse signifie la défaite du sionisme et le renversement de la structure complète de l'État sioniste, la liquidation de la domination impérialiste et de son influence au Moyen-Orient, la restauration des droits des palestiniens »²¹.

Ces tâches impliquent d'affronter les intérêts de l'impérialisme et des bourgeoisies arabes de la région. C'est pourquoi notre stratégie est la lutte pour une *Palestine unique, laïque, démocratique, non raciste et socialiste* dans le cadre du processus révolutionnaire pour une fédération libre des républiques socialistes du Moyen-Orient. Ce n'est que dans une telle Palestine libre qu'il sera possible de déterminer de manière démocratique comment intégrer la minorité juive qui accepte de vivre côte à côte dans la paix et l'égalité des droits avec la majorité arabe.

Comme le soulignait Trotsky en 1937 : « *On peut présumer qu'une démocratie socialiste ne recourra pas à l'assimilation forcée. Il se peut très bien que, dans deux ou trois générations, les frontières d'une république juive indépendante, tout comme celles de bien d'autres nations, seront abolies... Les méthodes utilisées pour résoudre la question juive, qui, sous le capitalisme à son déclin, ont un caractère utopique et réactionnaire (le sionisme), prendront sous un régime de fédération socialiste une signification pleine et salutaire* »²². 🇲🇵

1. <https://masuah.org/wp-content/uploads/2013/12/EI-Estado-Judio-Hertzl.pdf>, p. 46.
2. Idem, p. 115.
3. Depuis 1950, elle s'appelle Bank Leumi, la première banque d'Israël.
4. À ce jour, il continue de financer des colonies sionistes illégales en Cisjordanie.
5. *Qu'est-ce que le national-socialisme ?* En <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1933/06/330610.htm>
6. Indice mondial de www.bicc.de
7. www.globalfirepower.com
8. <https://israeled.org/declaracion-de-independencia-de-israel-el-estado-de-israel/>
9. *Lettre sur l'autonomie*, 1904. Cité par Brenner, Lenni ; *The Iron Wall*, Zed Books (Londres, 1984), p. 29.
10. <https://actualidad.rt.com/actualidad/275627-legislador-supremacia-raza-israeli-inteligente>
11. *Begin and the Beasts*, dans la revue britannique *New Statesman*, 25/6/82.
12. <https://www.middleeasteye.net/news/israel-palestine-war-fighting-human-animals-defence-minister>
13. 1938, en https://socialistworker.org/Obrero/029/029_03_Israel.php
14. <https://x.com/netanyahu/status/1748764135716749568>
15. Cités par Ben-Ami, Schlomo; *Cicatrices de guerre, blessures de paix*, Oxford University Press, 2006.
16. <https://www.swissinfo.ch/spa/ministro-ultraderechista-israel%3ad%3a-%22a-m%3ad-personalmente-megustar%3ada-vivir-en-gaza%22/78199590>
17. Lettre au *New York Times* sur la visite de Menahem Begin aux États-Unis : <https://www.marxists.org/reference/archive/einstein/1948/12/02.htm>
18. Aujourd'hui, elle ajoute une nouvelle crise en ordonnant la conscription des Haredim ultra-orthodoxes, dont les partis quitteraient le gouvernement.
19. <https://matzpen.org/english/1972-09-14/theses-on-the-revolution-in-the-arab-east-a-said-jabra-nicola/>
20. <https://www.haaretz.com/opinion/2018-01-19/ty-article-opinion/premium/in-israel-growing-fascism-and-a-racism-akin-to-early-nazism/0000017f-dbd2-db5a-a57f-dbfa4bcc0000>
21. <https://www.elcoheteealuna.com/la-acusacion-de-antisemitismo/>
22. <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/02/antisemitisme.htm>

L'EUROPE DE L'EST et la VAGUE de DROITE : RAISONS, ACTUALITE, REPONSES de GAUCHE

PAR OLEG VERNIK



La tendance au renforcement des forces de droite et d'extrême droite en Europe de l'Est a récemment fait l'objet d'études sérieuses et d'innombrables spéculations, souvent peu scrupuleuses, sur ce sujet. Il est donc très important pour le lecteur socialiste d'approfondir ce sujet, de comprendre les raisons de la situation actuelle, son évolution et de trouver la direction optimale d'une politique de gauche.

Souvent, les forces de gauche en Europe de l'Est ne peuvent tout simplement pas résister à la vague de droite, et la gauche mondiale ne comprend pas comment elle peut aider la gauche en Europe de l'Est.

Bien entendu, la faiblesse et l'insuffisance des forces véritablement socialistes dans cette région du monde ont une incidence directe sur l'équilibre po-

litique actuel. Il est important de souligner ici l'une des thèses clés de notre analyse : **la croissance et le renforcement actuels de l'influence de la droite et de l'extrême droite en Europe de l'Est, ainsi que l'extrême faiblesse des forces socialistes dans cette région, ont des causes communes, sont étroitement liés et entrelacés.** Nous essaierons d'en souligner quelques-unes.

L'EFFONDREMENT DU STALINISME A ENTRAÎNÉ UN GLISSEMENT VERS LA DROITE. LE DISCOURS LIBÉRAL A ÉTÉ REMPLACÉ PAR UN DISCOURS CONSERVATEUR DE DROITE.

Après la Seconde Guerre mondiale, la quasi-totalité de l'Europe de l'Est a été couverte par des démocraties dites populaires qui, à un degré ou à un autre, ont copié la structure économique et politique de l'Union soviétique. Staline a profité de la

présence de l'armée soviétique dans les pays d'Europe de l'Est pour exercer une influence décisive sur l'issue de la lutte politique d'après-guerre dans ces pays. Les partis staliniens, qui bénéficiaient à la fois du soutien de larges secteurs de la classe ouvrière et de l'appui de l'armée, ont battu les partis bourgeois aux élections législatives et ont établi leur monopole sur le pouvoir politique. La stricte subordination de ces partis à la politique de Moscou et l'abandon des idées de démocratie ouvrière ont presque immédiatement formé un modèle de « État ouvrier déformé ». Il est important de noter qu'en fait, il n'y a pas eu de « déformation » puisqu'il n'y a pas eu au départ de révolution anticapitaliste et ouvrière et que les modèles staliniens ont d'abord été mis en œuvre avec les baïonnettes de l'armée.

Ce n'est un secret pour personne que **face à la longue présence de l'armée soviétique et des régimes staliniens, les masses laborieuses ont progressivement commencé à les percevoir comme des occupants**. Ces sentiments se sont particulièrement intensifiés dans les pays du « Pacte de Varsovie » (créé en 1955 sous le contrôle de l'URSS pour défier le bloc impérialiste occidental de l'OTAN), après la destruction de la révolution ouvrière hongroise (1956) par l'armée soviétique et l'invasion de la Tchécoslovaquie pour rétablir le contrôle local du Parti communiste tchécoslovaque par Moscou (1968).

Le modèle bureaucratique d'économie planifiée, copie de l'URSS, n'a pas permis aux régimes staliniens d'Europe de l'Est de prendre l'avantage sur les économies capitalistes d'Europe de l'Ouest qui se développaient rapidement. Le retard marqué du développement économique et du niveau de vie de la population des pays de l'Est par rapport à l'Ouest a considérablement accru les sentiments déjà critiques à l'égard des régimes staliniens encore au pouvoir par les baïonnettes de l'armée. Bien entendu, ce sont les idées libérales-bourgeoises qui se sont largement répandues parmi les masses à cette époque. La perestroïka annoncée par Mikhaïl Gorbatchev en URSS en 1985 a permis aux masses de balayer presque instantanément, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, les régimes staliniens autoritaires d'Europe de l'Est et d'amorcer la restauration du capitalisme.

Toutefois, il est important de noter que dans de nombreux pays de l'ancien Pacte de Varsovie, le processus s'est avéré être comme un seau d'eau froide sur la tête brûlante et douloureuse des masses et les illusions sur le capitalisme se sont rapidement

évanouies. Souvent, le rétablissement du capitalisme s'est accompagné de la destruction d'industries entières qui étaient auparavant orientées vers le marché de l'URSS. Le chômage massif de la population pousse des millions de jeunes travailleurs à chercher un emploi dans les pays d'Europe occidentale. La dépression psychologique sociale croissante et la désillusion à l'égard du capitalisme ont progressivement commencé à prendre des traits conservateurs, l'influence de l'Église s'est accrue, la cléricisation de la population a augmenté et les sentiments nationalistes et d'extrême-droite se sont intensifiés.

L'entrée des anciens pays du Pacte de Varsovie dans l'Union européenne s'est également accompagnée, dès le départ, d'un niveau plus élevé d'illusions et d'attentes de la part des habitants des pays d'Europe de l'Est. Cependant, il est rapidement apparu que les règles de l'Union européenne sont principalement déterminées par les intérêts du capital dans les principaux pays d'Europe occidentale. Et tous les pays d'Europe de l'Est ne font pas partie de la sphère d'intérêt des grandes capitales occidentales. Une fois de plus, les pays dits des « jeunes démocraties européennes » se sont retrouvés dans une situation économique extrêmement difficile qui a affecté les sentiments politiques de leurs électeurs.

Il est important de noter ici qu'un phénomène politique aussi sain que l'euroscpticisme a progressivement commencé à se transformer dans la conscience des masses en des formes extrêmes de nationalisme, de cléricisme, de sécurité conservatrice et de traditionalisme. Cette évolution a poussé de nombreux politiciens populistes bourgeois d'Europe de l'Est à se détourner radicalement du discours politique libéral pour se tourner vers le populisme de droite.

Dans le cadre de ce « virage », les populistes ont mis l'accent sur les problèmes objectifs des grandes masses. Par exemple, le dirigeant populiste de droite hongrois **Viktor Orban** a déclaré la guerre au spéculateur et représentant du capital financier mondial **George Soros**, qui est d'origine juive hongroise. Soros, en tant qu'acteur mondial transcontinental, est à l'origine du concept de société ouverte, qui permet de placer les gouvernements locaux et les capitales sous le contrôle du capital mondialisé. Pour sa part, Orbán a déployé la politique du « développement indépendant de la Hongrie » et a considérablement compliqué ses relations avec les cercles dirigeants de la bureaucra-

tie paneuropéenne de l'UE. Mais comme la classe ouvrière hongroise a été déçue à la fois par la restauration du capitalisme et par l'adhésion à l'UE, elle a largement soutenu les politiques populistes de droite d'Orbán, **qui est Premier ministre de la Hongrie depuis 2010.**

Pendant le mandat de Viktor Orbán, la cléricalisation du pays a été activement encouragée : une disposition selon laquelle le peuple hongrois est uni par Dieu et le christianisme a été introduite dans la constitution. Cette disposition est devenue une condition préalable à l'interdiction législative de l'avortement et du mariage entre personnes de même sexe. Sous le gouvernement d'Orbán, des monuments à la mémoire de **Miklós Horthy**, dont la Hongrie a été l'alliée de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, ont été érigés pour remplacer les monuments démolis à la mémoire des dirigeants staliniens. Le gouvernement a également adopté une série de lois qui ont considérablement compliqué la vie de la minorité rom (tsigane). L'utilisation généralisée des armes à feu (soi-disant « pour l'autodéfense ») a été autorisée, ce qui a renforcé les organisations militaristes informelles d'extrême droite, souvent fortement axées sur la lutte contre les Roms.



Le soutien traditionnel d'Orbán à la politique étrangère impérialiste de Vladimir Poutine ne s'explique pas non plus uniquement par la forte dépendance de l'économie hongroise à l'égard des ressources énergétiques russes. Les deux dirigeants sont unis par des opinions conservatrices de droite prônant les « valeurs traditionnelles », une « famille forte », l'Église, l'anticommunisme et la haine envers les personnes LGBT.

Des processus similaires de renforcement du discours public et officiel extrêmement conserva-

teur peuvent également être observés en Pologne. Depuis des décennies, l'une des principales forces politiques est le **parti Droit et Justice (PiS)**, qui adhère à une orientation idéologique nationale-conservatrice avec de forts éléments de cléricalisme et des liens étroits avec l'Église catholique.

Le parti Droit et Justice a remporté les élections pour la première fois en **2005**, se déclarant une alternative à la « puissante élite de gauche et libérale ». Selon ses idéologues, la Pologne doit se libérer non seulement de l'héritage négatif du « passé socialiste », mais aussi des valeurs douteuses de la société libérale acquises au cours des deux dernières décennies. Dans leur pratique politique, ils opposent les valeurs européennes et polonaises basées sur les traditions chrétiennes. Les deux présidents représentant ce parti ont été Lech Kaczyński et Andrzej Duda. Sous la forte pression du gouvernement, **le 22 octobre 2020, le Tribunal constitutionnel a interdit le droit à l'avortement** en cas de malformation grave ou de maladie incurable du fœtus, ce qui punit environ 98 % du nombre total d'avortements en Pologne.

Contrairement à ses partenaires conservateurs de droite hongrois, Droit et Justice poursuit traditionnellement une politique anti-russe fondée sur l'entretien du souvenir de la défaite de l'armée rouge de Toukhatchevski en 1920 près de Varsovie par les troupes polonaises. Comme indiqué plus haut, le PiS s'appuie sur l'Église catholique la plus puissante d'Europe, qui, pendant les années du régime stalinien, était perçue par les masses comme un centre de résistance morale à l'« occupation communiste ».

Comme indiqué plus haut, l'influence croissante des forces politiques populistes de droite dans les pays d'Europe de l'Est et la faiblesse du camp politique socialiste ont une cause commune : l'héritage contre-révolutionnaire du stalinisme, qui a discrédité pendant de nombreuses années l'alternative de gauche aux yeux des larges masses. **Des États ouvriers déformés se sont formés dans ces pays non pas à la suite de révolutions socialistes prolétariennes, mais en raison du contrôle et de l'influence de Moscou et de la présence dans ces pays, de facto, de l'armée d'occupation soviétique. L'armée soviétique n'a pas été retirée de ces pays après la fin de la Seconde Guerre mondiale en accord avec l'impérialisme occidental et a influencé plus directement l'établissement du pouvoir des partis « communistes » pro-Moscou. Pour les larges masses, ces régimes étaient**

perçus, d'une part, comme des occupants et, d'autre part, comme des anti-ouvriers. Par conséquent, ce fait explique dans une large mesure pourquoi, après la déception du capitalisme et de l'Union européenne, des millions de travailleurs ont été influencés par des forces conservatrices et de droite, souvent ouvertement d'extrême droite, et les ont soutenues électoralement, et non par des forces socialistes de gauche.

La faiblesse du segment politique de gauche en Europe de l'Est est évidente. Bien que les partis de gauche soient souvent représentés dans les parlements, ils ne parviennent pas à se présenter aux travailleurs comme une véritable alternative au pouvoir bourgeois dominant et à leurs opposants radicaux de droite. La majorité des partis de gauche ont été transformés en direction sociale-démocrate précisément à partir des vieux partis de la tradition stalinienne. Profitant de leur passé bureaucratique, nombre d'entre eux ont réussi, dans les premières années de la restauration du capitalisme dur, à accumuler autour d'eux les sentiments de protestation et à les transformer en douceur des tâches de la lutte pour la révolution ouvrière en tâches parlementaires dans le cadre du régime démocratique bourgeois. Ces partis sont si fortement intégrés et conditionnés à la politique systémique officielle en tant que « segment de gauche » qu'ils ont à juste titre cessé d'être perçus par la classe ouvrière comme une véritable alternative à la politique capitaliste dominante.

Cela vaut également pour le **parti Sojusz Lewicy Demokratycznej (SLD)**, qui s'est transformé en parti parlementaire **Nowa Lewica** et participe à la coalition au pouvoir avec les libéraux autour de l'actuel Premier ministre polonais **Donald Tusk**. Il en va de même pour le **Parti socialiste bulgare (BSP)**, qui a participé à plusieurs reprises à des coalitions gouvernementales et a eu ses propres présidents en Bulgarie. **Le parti socialiste hongrois (Magyar Szocialista Párt)** et de nombreux autres projets politiques similaires ont une histoire et une tradition similaires. Bien entendu, le parti parlementaire allemand **La Gauche (Die Linke, Linkspartei)**, qui a sa base électorale en Allemagne de l'Est (ancienne République démocratique allemande), ne fait pas exception.

Dans le contexte de ces organisations de « gauche » du système, de nombreux partis et mouvements populistes et de droite radicale sont souvent perçus comme une véritable alternative à la politique gouvernementale. Les populistes de

droite transforment la juste haine des gens ordinaires à l'égard de la bureaucratie de l'UE en idées isolationnistes et en une « voie spéciale » pour leur pays. **En Europe de l'Est, la rhétorique nationaliste s'est intensifiée et se combine de plus en plus activement avec les tendances anti-immigration de la droite.**



Confrontés à des difficultés d'accueil et d'intégration des nouvelles vagues de migrants en provenance du Moyen-Orient, du Centre-Est et de l'Afrique du Nord, les pays d'Europe occidentale tentent d'en redistribuer une partie importante vers les pays d'Europe de l'Est. Les populistes de droite marquent des points en critiquant cette politique des responsables européens et en tentant d'empêcher l'entrée des migrants. Viktor Orban, dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises, **est un fervent opposant public à l'immigration.** Il est favorable à l'introduction de quotas pour les immigrants en Hongrie, mais pas dans l'UE. La raison en est le lieu de transit de la Hongrie, d'où les migrants, notamment d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie, sont transportés vers l'Europe occidentale depuis un camp de réfugiés situé dans la ville de **Debrecen**.

Les populistes et les radicaux de droite mentent à leurs électeurs, offrent des alternatives imaginaires, proposent de résoudre des problèmes complexes et profonds au moyen de solutions extrêmement simplifiées et schématiques et en essayant de monter les travailleurs les uns contre les autres. La question des migrations ne peut être abordée en isolant les pays et en fermant les frontières. En règle générale, les vagues de migration mondiale sont associées non seulement à d'horribles conflits militaires dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, mais aussi

aux besoins en main-d'œuvre nouvelle et bon marché des économies capitalistes des pays européens, qui cherchent à réduire les coûts de production par le biais des salaires de leurs travailleurs réunis dans des syndicats puissants. Les migrants, contraints de travailler pour des salaires de misère et privés de tous leurs droits, remplissent les marchés du travail de l'Europe de l'Ouest. Et l'Europe de l'Est ne deviendra en aucun cas une sorte d'exception aux règles générales de l'économie capitaliste.



Volodymyr Zelenski
et Joe Biden

Une approche véritablement progressiste de l'immigration et des problèmes sur lesquels spéculent l'extrême droite ne sera possible qu'avec un tournant vers la transformation socialiste, par la destruction du capitalisme, l'introduction d'une économie planifiée démocratiquement et la domination des travailleurs dans le monde entier.

L'UKRAINE, LA LUTTE POUR LA LIBÉRATION NATIONALE ET LE DANGER DE LA DROITE

L'Ukraine appartient également, d'un point de vue territorial, aux pays d'Europe de l'Est, mais l'analyse des processus politiques qui se déroulent en son sein et autour d'elle fait ressortir avec encore plus de pertinence la catégorie d'espace post-soviétique. Depuis plus de 30 ans, l'Ukraine traverse les douloureux processus de séparation d'avec la Russie, de réalisation de son droit à l'autodétermination et de développement d'une vie libre et indépendante. Ici, l'héritage de nombreuses années de stalinisme façonne de la manière la plus décisive à la fois le mouvement socialiste de gauche extrêmement faible et la tendance au renforcement des forces de droite. C'est l'un des rares pays d'Europe de l'Est où il n'y a pas un seul député ou parti politique de gauche représenté au Parlement.

Dans les documents précédents, j'ai souligné à plusieurs reprises que la propagande impérialiste russe exagère délibérément et de manière répétée la force et l'influence de la droite et de l'extrême droite en Ukraine, qui, même dans leur ensemble, n'ont pas remporté plus de 2 à 3 % des voix lors des élections législatives et présidentielles. Lorsque la propagande russe qualifie à tort tous les Ukrainiens qui résistent à l'invasion de nazis ukrainiens, de fascistes ukrainiens ou de bandits, il est essentiel de comprendre la situation réelle et ses origines, qui remontent à l'histoire de la lutte pour la libération nationale.

En 1938, Staline a expulsé du Komintern le parti communiste polonais et sa composante, le parti communiste d'Ukraine occidentale (KPZU). À cette époque, le Comintern, créé en 1921 par Lénine à Moscou, avait depuis longtemps capitulé devant la contre-révolution stalinienne et la bureaucratie soviétique. La base officielle de cette exclusion était, comme toujours, le « trotskysme », qui pénétrait profondément dans le KPZU et devait être combattu. Les dirigeants du KPZU ont été fusillés, conformément à la décision des tribunaux staliniens, pour avoir été des « collaborateurs des trotskystes et des agents du fascisme ». Bien entendu, il ne s'agissait là que d'un nouvel épisode des répressions staliniennes anarchiques contre les communistes sincères et dévoués de la classe ouvrière. En fait, l'Internationale de Léon Trotski a poursuivi son travail actif parmi les communistes d'Ukraine occidentale et Staline, qui était terrifié à l'idée de perdre le contrôle de ce parti du Comintern, a décidé qu'il valait mieux détruire le parti tout entier que de perdre le contrôle décisif de ses actifs.

Tout au long des années 1920 et 1930, le KPZU a été sans conteste l'un des fleurons de la lutte de libération nationale. Dans les conditions difficiles de l'occupation polonaise du territoire de l'Ukraine occidentale, le KPZU, en tant que principale force de gauche dans la région, a mené une lutte pour la réunification de l'ensemble du peuple ukrainien. Dans les rangs de ce parti, à partir du milieu des années 1930, des éléments extrêmement critiques à l'égard de la politique de Staline en Ukraine soviétique ont pris de plus en plus d'importance. La vérité sur la famine de 1932-1933 et les problèmes de la russification forcée ne pouvait être cachée aux travailleurs d'Ukraine occidentale. Le KPZU constituait le flanc gauche du mouvement

de libération nationale, tandis que le flanc droit était composé de nombreuses formations nationalistes, dont beaucoup étaient idéologiquement orientées vers l'une ou l'autre version du radicalisme de droite, y compris le fascisme italien et le national-socialisme allemand. **La destruction du KPZU en 1938-1941 est l'un des crimes les plus graves commis par le stalinisme à l'encontre du peuple ukrainien.**

Un proverbe ukrainien bien connu dit qu'« *un lieu saint n'est jamais vide* ». Il est évident qu'après la destruction des communistes en Ukraine occidentale par le régime stalinien, la bannière de la lutte de libération nationale du peuple ukrainien est passée aux mains des formations de droite et, surtout, de **l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN)**, une organisation de droite radicale. C'est son héritage qui est devenu banal pour de nombreux jeunes après l'indépendance de l'Ukraine en 1991, et pour les autorités, il fait partie de l'histoire faisant l'objet d'une glorification officielle.

Et, par conséquent, toute l'idée de gauche est encore associée au stalinisme et à ses crimes. C'est dans ce cadre politique que le parlement ukrainien a adopté, **le 9 avril 2015, un ensemble de lois sur la décommunisation.** À cette époque, la Crimée était déjà occupée et la guerre dans le Donbass battait son plein. Malgré le fait que ces lois sur le « communisme » signifient exclusivement l'héritage idéologique de la période soviétique de l'histoire, et que le paquet de lois lui-même visait à mettre fin aux activités du **Parti communiste ukrainien post-stalinien (CPU)**, pour les forces de gauche, même celles éloignées du stalinisme de l'époque de l'URSS, une situation de grave inconfort et même de danger est apparue dans l'accomplissement de leur travail politique.

Il est également important de noter ici que, dans le cadre de la politique d'adhésion à l'UE définie dans la Constitution ukrainienne et de la reconnaissance de la priorité des « valeurs européennes », toutes les autorités ukrainiennes successives, sans exception, tentent de protéger la communauté LGBT des attaques de rue de l'extrême droite lors de leurs défilés de la fierté et de leurs événements publics. De nombreux employés des ambassades occidentales à Kiev sont directement impliqués dans les événements LGBT afin de les rendre plus sûrs pour les participants ukrainiens. Les événements LGBT sont protégés par des unités de police renforcées, dont le nombre total est plusieurs fois supérieur

au nombre total d'agresseurs d'extrême droite. Toutefois, le degré de violence d'extrême droite dans les rues reste assez important. Il est également intéressant de noter que, selon les statistiques officielles, il n'y a pas eu de tendance à l'augmentation des crimes à motivation ethnique et raciale en Ukraine depuis de nombreuses années. Ces statistiques ne sont peut-être pas tout à fait exactes, mais elles nous permettent de faire preuve d'un certain optimisme, bien qu'extrêmement prudent, dans l'analyse des tendances actuelles de la société ukrainienne.



La croissance du populisme de droite en Europe de l'Est est associée au problème mondial de la popularité de cette tendance. Elle peut se manifester sous différentes formes : du fondamentaliste religieux au nationaliste de droite, du libertaire de droite au néo-nazi. Toutes les versions s'entremêlent en apportant des réponses superficielles à des problèmes sociaux complexes - qui déterminent les agendas locaux et mondiaux - et en se montrant ouvertement hostiles à la classe ouvrière et à son idéologie. Le populisme de droite vise à imposer un niveau d'éducation publique extrêmement bas, cultivé par le capital mondial pour la ségrégation des masses laborieuses, leur abrutissement et leur tromperie de masse. La tâche ardue qui nous attend consiste à transmettre à la classe ouvrière et aux peuples la nécessité de construire de véritables alternatives socialistes de gauche, radicalement opposées à toutes les versions de droite et populistes, empreintes d'homophobie, de racisme, de xénophobie et de cléricisme. « *Celui qui marche doit gouverner la route !* » 🐞

Europe : L'EXTRÊME DROITE COUVE LE VIRUS DE LA BARBARIE

PAR RUBÉN TZANOFF

Le phénomène de l'extrême droite provoque des préoccupations. Quelles sont les causes de cette montée et ses caractéristiques ? Il y a un pôle mobilisé qui va dans la direction opposée. Le socialisme est la barrière stratégique contre la barbarie.



LES « PRO-EUROPÉENS » CONSERVENT LA MAJORITÉ

Le nouveau Parlement européen de 720 sièges issu du vote des 6-9 juin sera composé comme suit. Les démocrates-chrétiens traditionnels de centre-droit du Parti populaire européen (PPE), 186 sièges. Les sociaux-démocrates et progressistes du Parti socialiste européen (S&D), 135 sièges. Les libéraux de Renouveau Europe, 79 sièges. Les trois principales familles politiques européennes restent donc dans la majorité. Les groupes d'extrême droite et conservateurs ont gagné : Conservateurs et réformistes européens (ECR) 73 sièges et Identité et démocratie (ID) 58 sièges. Les écologistes Verts/ALE ont reculé à 53 sièges. La gauche institutionnelle, La Gauche-GUE/NGL, reste avec 36 sièges. Les sièges restants seront occupés par des non-inscrits et d'autres personnes n'appartenant pas à un groupe politique du parlement sortant. Le taux de participation a été de 51 %, reflétant un niveau d'abstention important.

CROISSANCE DE L'EXTRÊME DROITE

Les résultats de l'extrême droite sont les plus inquiétants car, dans ses différentes variantes, elle a gagné en France, en Italie, en Belgique, en Hongrie et en Autriche ; elle est arrivée en deuxième position en Allemagne, aux Pays-Bas, en Pologne et

en République tchèque et, à l'exception de Malte et de la Slovénie, elle aura des représentants dans tous les pays du bloc. Le phénomène de progrès n'est pas homogène, puisqu'il a également enregistré des reculs partiels en Hongrie, en Suède et en Finlande¹.

Divisé et en mutation

Pendant la 9e législature, l'extrême droite s'est divisée en deux groupes qui sont en train de se réaligner pour la 10e législature. Le premier est Identité et Démocratie (ID), qui comprend le Rassemblement national (RN), le Vlaams Belang (indépendantiste flamand), la Ligue et l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Sa composition a changé lorsque le candidat de l'AfD Maximilian Krah a blanchi les SS nazis au milieu de la campagne électorale et que Le Pen et Salvini ont rompu avec le groupe, qui est en liquidation. Le deuxième groupe est celui des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), qui se composait des Frères d'Italie de Meloni, de Loi et Justice (PiS, Pologne) et de Vox. Mais Vox a annoncé l'abandon de l'alliance avec Meloni au sein de l'ECR pour rejoindre le nouveau groupe des Patriotes pour l'Europe, dirigé par le Premier ministre hongrois Viktor Orban (Fidesz), principal allié de Vladimir Poutine au sein de l'UE. Le Rassemblement national de Le Pen, qui assurera la présidence, et la Ligue de Matteo Salvini ont également annoncé leur intégration à ce groupe. De son côté, Alternative pour l'Allemagne a également formé un nouveau groupe, le troisième de l'extrême droite, appelé Europe des nations souveraines (ESN).

SÉISME POLITIQUE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

En France, Emmanuel Macron perd les élections européennes face au Rassemblement national (RN) ultra-nationaliste de Marine Le Pen, dissout la législature et convoque des élections de députés. Il perd à nouveau, au premier tour face au RN et au second tour face au Nouveau Front populaire (NFP). L'extrême droite progresse, mais n'obtient pas la majorité nécessaire pour imposer le prochain premier ministre. En Allemagne, ancien bastion de la barbarie nazie, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), ultranationaliste et xénophobe, s'est imposée comme la deuxième force nationale, avec un poids important dans les régions de l'ancienne République démocratique allemande. Au cœur de l'Union européenne, dont les deux pays sont les fondateurs et les piliers fondamentaux, l'extrême droite a obtenu un fort soutien.

La comparaison avec le fascisme

Bien que l'histoire européenne ait connu différentes vagues de formations réactionnaires avec leurs propres caractéristiques, la comparaison la plus importante se fait entre le fascisme originel et l'extrême droite d'aujourd'hui. Ils ont en commun la défense du capitalisme impérialiste, la négation des droits et le racisme. Ils diffèrent en ce que ceux d'autrefois transformaient les régimes de manière contre-révolutionnaire et que leurs organisations violentes appliquaient des méthodes de guerre civile contre la classe ouvrière, tandis que ceux d'aujourd'hui sont adaptés de l'institutionnalisme de la démocratie bourgeoise et ne disposent pas d'organisations de choc suffisamment puissantes pour vaincre le peuple travailleur mobilisé. Cela dit, ce serait une erreur de sous-estimer les extrêmes droites. En effet, de manière marginale, certains groupes nazi-fascistes violents sont déjà actifs et il n'est pas exclu qu'à l'avenir il y ait des partis qui s'engagent dans cette voie, car ils ne sont pas les acteurs d'un phénomène circonstanciel mais sont là pour durer.

La nouvelle direction de l'Exécutif

Le Parlement européen est élu au suffrage universel direct et partage la fonction législative avec le Conseil de l'Union. Une fois le corps législatif constitué, il élit le président de la Commission européenne à la majorité absolue et approuve ou rejette la nomination du collège des commissaires. La présidence 2019-2024 de la Commission européenne était assurée par la démocrate-chrétienne allemande Ursula von der Leyen, regroupée au sein du PPE, qui a accepté de renouveler son mandat pour cinq années de plus sur la base de désignations négociées entre les groupes démocrate-chrétien, socialiste et libéral. Les autres postes importants qui ont fait l'objet d'un accord sont ceux du socialiste portugais Antonio Costa, en tant que président du Conseil européen, et de la libérale estonienne Kaja Kallas, en tant que haute représentante de l'UE pour la politique extérieure.

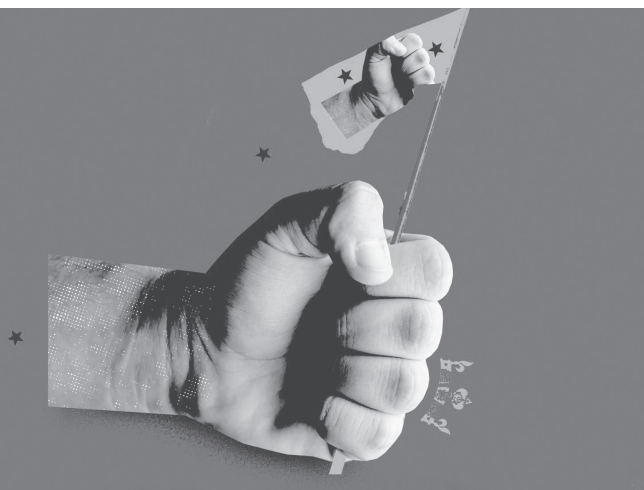
UN CYCLE VICIEUX ET RÉPÉTÉ

Parmi les causes qui convergent vers la poussée de l'extrême droite, il faut citer la continuité de la crise économique capitaliste et du projet de l'Union européenne ; le discrédit de la démocratie bourgeoise, de ses mécanismes et de ses partis ; l'apparition de personnages soutenus par des intérêts puissants qui agitent des solutions aussi simples que fausses ; la couverture des médias de masse et la diffusion par les réseaux sociaux. Mais le facteur déterminant est le rôle joué par les partis réformistes avant et/ou après leur arrivée au pouvoir. Dans un premier temps, ils suscitent la sympathie en promettant des transformations radicales. Plus tard, ils les trahissent, s'adaptent au régime, ne répondent pas aux besoins urgents des travailleurs, profitent aux privilégiés, déçoivent ceux qui leur ont fait confiance et, de cette manière, facilitent l'accès des réactionnaires au pouvoir.

SYRYZA, PRÉCURSEUR DE L'EFFONDREMENT

La cataracte des désastres réformistes a commencé en Grèce. C'est là, en 2015, qu'Alexis Tsipras et Syriza sont arrivés au pouvoir, positionnés contre la troïka formée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI. Les espérances générées par la « nouvelle gauche » dans l'avant-garde hellénique et mondiale ont été aussi grandes que la déception causée par la trahison postérieure aux postulats radicaux. En conséquence, la Nouvelle Démocratie s'est rétablie et l'Aube dorée néofasciste a pris de la visibilité.

En Espagne, depuis le 15M en 2011, les « indignés » ont été une lueur d'espoir transformatrice avec les manifestations dont Pablo Iglesias et Podemos ont



émergé. Mais progressivement, Podemos s'est adapté aux institutions jusqu'à être intégré au gouvernement bourgeois du PSOE, l'un des piliers du régime de 78 modelé par le franquisme. Une fois de plus, les sociaux-démocrates, le centre-gauche et le Parti communiste ont laissé un espace pour la récupération du PP, pour la naissance de l'extrême-droite Vox et pour le « parti est fini ».

En Italie, Giorgia Meloni gouverne le pays avec le parti des Frères d'Italie, qui trouve ses racines dans le fascisme d'après-guerre. Depuis son arrivée au pouvoir, elle affirme que son mouvement a changé, mais ses politiques réactionnaires anti-immigrés et antidémocratiques font partie de l'idéologie qu'elle cherche à nuancer. La référence réformiste qui a ouvert la voie à la Ligue de Matteo Salvini et à Meloni réside dans les compromis cycliques de Refondation communiste avec les gouvernements bourgeois.

Depuis le gouvernement du Portugal, le Parti socialiste, subordonné au capitalisme et à l'institutionnalité dominante, n'a résolu aucun des problèmes structurels des travailleurs et a ainsi contribué à la montée de l'Alliance démocratique et de la Chega néo-fasciste. Dans cette évolution, la contribution du Bloc de gauche et du Parti communiste portugais, qui ne constituent pas une alternative conséquente, ne peut pas non plus être sous-estimée.

En Allemagne, Die Linke n'a pas accédé au pouvoir, mais en 2009, il est devenu la quatrième force politique au Bundestag. Plus tard, ses positions les plus radicales ont été atténuées et il s'est affaibli en tant qu'option de changement. En cours de route, l'AfD, officiellement considérée comme d'extrême droite et prônant l'expulsion territoriale de millions de personnes dans le cadre du concept de remigration, s'est renforcée.

CARACTÉRISTIQUES PARTICULIÈRES

Dans le cadre de l'hétérogénéité de l'extrême droite, qui comprend des antisémites et des islamophobes, des pro-russes et des pro-ukrainiens, des pro-UE et des anti-UE, on peut dire à grands traits qu'elle se propage parmi les travailleurs « autochtones » en agitant l'idée fausse que la misère sociale est due à la prolifération des immigrés « étrangers ». Ils sont orientés vers ceux qui sont incrédules et cherchent des manières « nouvelles » de punir la vieille politique. Ce sont des ultranationalistes et des adorateurs des valeurs de l'Église catholique. Ce sont des négateurs du changement climatique, des ennemis des mouvements féministes, LGBTIQ+ et des droits

de l'homme. Islamophobes et racistes, ils prônent les pires mesures anti-humanitaires pour protéger les murs de la « forteresse Europe » contre l'immigration.

L'AUTRE CÔTÉ DE LA POLARISATION

Les mobilisations, les luttes sociales et démocratiques constituent le pôle positif de la réalité. Les grèves au Royaume-Uni sont un symptôme du redressement de la classe ouvrière. En France, lorsque le RN s'appretait à prendre le pouvoir, il a trouvé un frein dans la population qui s'est mobilisée et a voté, les jeunes en tête, pour éviter que l'extrême droite ne l'emporte. Les actions antifascistes ont également été importantes en Allemagne, en exigeant l'interdiction de l'AfD, et en Grèce, avec une campagne nationale et internationale qui a empêché un événement néofasciste paneuropéen d'avoir lieu à Athènes. La polarisation croissante s'exprime également dans les mobilisations de solidarité avec la Palestine contre le génocide perpétré par l'État d'Israël. Le pôle réactionnaire devient politiquement représentatif ; le pôle progressiste ne l'est pas encore, mais il est plus fort dans les rues. C'est une grande contradiction à résoudre.

UNE STRATÉGIE À CONSTRUIRE

Le soutien, l'impulsion et la coordination des luttes des travailleurs pour leurs droits sociaux et démocratiques sont les tâches principales contre les fléaux capitalistes. C'est aussi la tâche actuelle d'empêcher la normalisation de l'existence de cette extrême droite et de l'écraser à tous les niveaux car elle couve le virus de la barbarie. Les meilleurs antidotes pour écraser les contre-révolutionnaires où qu'ils se montrent sont l'unité d'action la plus large dans la mobilisation et l'autodéfense organisée. En fin de compte, les euro-péistes et les eurosceptiques ne se battent que pour déterminer qui est le meilleur administrateur du capitalisme impérialiste. C'est pourquoi la sortie fondamentale ne passe pas par le front populaire mais au contraire par la construction de partis socialistes et révolutionnaires ayant une influence de masse, dans la perspective d'une Europe gouvernée par les travailleurs au sein d'une Fédération libre des Républiques socialistes européennes. ✊

1. Lors des élections anticipées du 4 juillet, le Parti travailliste a chassé du pouvoir le Parti conservateur, le parti d'extrême droite Reform UK est grandit et est entré au Parlement. Lors des législatives anticipées en France, le RN national d'extrême droite a remporté le premier tour sans majorité et est arrivé troisième au second tour, remporté par le Nouveau Front populaire.



France : un cycle électoral qui révèle une **INSTABILITÉ POLITIQUE CROISSANTE**

PAR TRISTAN KATZ

Les élections européennes du 9 juin 2024 ont provoqué en France une première secousse. Comme sur l'ensemble du continent l'extrême droite a marqué une progression avec l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, et la France où elle est arrivée en tête, et des percées en Pologne, Pays Bas, Allemagne. Mais avec plus de 31 % le Rassemblement National (RN) est devenu une force incontournable : ce n'est plus force d'appoint, c'est une force en mesure de gouverner.

UNE CRISE POLITIQUE MAJEURE

Ce plébiscite contre E. Macron n'a été que la poursuite d'une longue défiance où les élections législatives de 2022 lors de sa réélection l'avait déjà laissé avec un gouvernement doté d'une minorité parlementaire. Cela avait contraint la présidence française à contourner davantage le parlement avec des dispositifs de court-circuits, avec le fameux 49.3, qui permet de passer en force en engageant la responsabilité du gouvernement.

Dans une situation bloquée et avec trois ans de mandat à remplir, E. Macron a le jour même dissous l'Assemblée Nationale à la surprise générale même de son propre gouvernement et de ses proches. Pensant bousculer la situation avec une campagne éclair, il a obtenu après le second tour le 7 juillet le résultat inverse : la gauche réformatrice s'est

provisoirement regroupé au sein du Nouveau Front populaire -unissant des partenaires qui s'insultaient d'un côté d'antisémites et de l'autre de libéraux-, propulsé le RN comme première force parlementaire, découpant le parlement presque en trois tiers égaux, avec le NFP, la mal nommée coalition autour de Renaissance, et le RN qui a réussi le coup de scissionner une partie de l'appareil de la droite conservatrice (Républicains) avec E. Ciotti.

UNE CRISE INSTITUTIONNELLE : ENTRE BLOCAGE, MIRAGES ET INSTABILITÉ ACCRUE

Mark Twain le disait joliment il y a trois sortes de mensonges : les petits, les grands et les statistiques. Si nous ne partageons pas les réserves de l'écrivain américain à propos d'un domaine trop méprisé des mathématiques, force est de constater que ces

élections révèlent des fractures, des mirages et une situation de blocage inédit. Pour faire ressortir un certain nombre de résultats pour partie contre-intuitifs il convient de présenter les faits, les chiffres dans le contexte singulier de ce pluvieux été français. Les élections européennes à un tour et législatives à deux tours ont en général une portée très différentes : les premières servant en général de défouloir, les secondes de ratification ou de contre-poids d'un pouvoir présidentiel très fort en France avec ses institutions de la V^e République. Mais leur proximité dans ce cas permet de les comparer.

Le nombre d'inscrits est de 43,3 millions mais il faut avoir en tête, que même si la participation a été pour les législatives les plus importantes depuis 1981 et l'accession de la gauche au pouvoir, l'abstention est forte dans les milieux populaires souvent au-dessus des 50 %, qu'il y a 9 millions de non-inscrits sur les listes électorales, et qu'il y a trois millions d'étrangers souvent des travailleurs sans droits électoraux. Ceci étant précisé il se dégage un certain nombre de tendances lourdes avec ces 28,8 millions de votants (66,6 %). Le rejet d'E. Macron est sans appel avec presque 80 % de l'électorat contre lui, la poussée de l'extrême droite et surtout sa diffusion ne souffre aucune contestation (il arrive en tête dans 32 000 communes sur 35 000), et le NFP arrive à accroître ses votes significativement, et une gauche révolutionnaire qui arrive dans l'adversité à regrouper grâce au travail de Lutte Ouvrière (LO) 360 000 voix. Le RN obtient 7,7 millions de voix aux Européennes et 10,1 millions aux législatives arrivant en tête des forces politiques. Mais le système électoral à deux tours permet toute sorte de manœuvres : ainsi le NFP s'est désisté sans conditions pour faire barrage à l'extrême droite au profit des Républicains mais surtout des partisans de Macron qui ne lui pas fait de grands gestes en retour. Dès lors le résultat pour la composition de l'Assemblée nationale donne : 182 NFP, 168 Ensemble (Macron), 46 Républicains, 143 RN.

Le NFP a sauvé les partisans de Macron, une fois de plus, après le barrage lors des duels Le Pen-Macron de 2017 et 2022. G. Darmanin le sinistre ministre de l'Intérieur et E. Borne qui a cassé les retraites ont pu bénéficier des largesses de la gauche. Alors le NFP clame haut et fort une victoire, on le voit la situation est beaucoup plus contrastée. Il s'agit d'un mirage : le NFP avec un tiers de la chambre ne peut composer un gouvernement stable, sans compter un Sénat totalement acquis aux conservateurs. À ce mirage s'ajoute une situation de blocage : le bloc macroniste doit composer avec une partie du NFP ou bien la

droite sans pouvoir non plus arriver à la barre des 289 députés nécessaires pour avoir une majorité absolue. L'instabilité est au rendez-vous et chaque coalition fragile est à la merci d'un vote de défiance qui fait ressortir le pouvoir bloquant du RN.

IMPASSE PROVISOIRE ET DYNAMIQUES SOCIALES

Mais dans la remarque malicieuse de M. Twain il y a une part de vérité, les chiffres ne résument pas tout, et concernant la politique encore moins. Du point de la bourgeoisie française, la situation comporte une évidence et une inquiétude. La Bourse de Paris n'a pas tremblé à la crise électorale, le CAC 40 qui mesure les cotes boursières des 40 plus grands groupes capitalistes n'a pas souffert le moins du monde. À regarder avec sa conscience de classe, mi-rentière mi-financière, les choses sont assez stables à propos des projets défendus par l'Assemblée Nationale. Tous les partis représentés du NFP jusqu'au RN assument la monnaie unique, les grandes orientations de la politique européenne sur le plan économique et même sur le plan militaire. Le NFP veut une « présence française » dans le monde avec une armée moderne, et a préconisé non seulement les votes des budgets militaires mais aussi leur accroissement. Le RN a donné des gages pour demeurer dans l'OTAN, et a pris ses distances avec le soutien tacite à la politique de V. Poutine et son soutien financier direct pour les campagnes électorales. Sur un autre plan, l'idée d'un gouvernement technique, d'une coalition mêlant sociaux-démocrates et droite, voir extrême droite comme cela s'est produit ailleurs en Autriche ou dans certains Länder allemands, illustre une convergence très européenne pour gouverner. Mais ces avantages dans la situation présente sont occultés par le fait de produire des gouvernements fragiles qui surexposent la présidence : le « à bas Macron ! » n'est pas prêt de disparaître à l'avenir.

Mais si l'on veut éclairer la situation, et par conséquent aborder correctement les solutions pour la classe ouvrière et la jeunesse, il faut se départir des analyses hélas populaires au sein de l'extrême gauche qui évacuent les bases matérielles du développement du capitalisme dans l'étroit marché français. Pour intéressantes qu'elles puissent être, les analyses centrées sur les idées réactionnaires et leur diffusion (la fascisation de la société) ou les politiques de la bourgeoisie (la crise du bloc bourgeois) ne capturent pas la dynamique sociale du vote J. Bardella (RN), la réorganisation du capitalisme en France...et encore moins les opportunités pour le prolétariat et les révolutionnaires.

Le capitalisme à l'ère Macron fonctionne bien pour la bourgeoisie. Selon Le Figaro du 10 juillet le nombre de millionnaires ne cesse de progresser avec plus de 2,8 millions de chanceux. Une classe de rentiers qui semble sortie d'une description de K. Marx dans *La Lutte des classes en France* (1850) ou *Le 18 Brumaire* (1852). L'argent facile d'un côté et 17 mois consécutifs de contraction industrielle avec des licenciements massifs en vue, notamment les sous-traitants de l'automobile. Et ces déséquilibres sociaux ne peuvent plus être cachés. Une étude de la Banque de France dépeint un tableau saisissant du prix de cette richesse accumulée au détriment du reste de la société au cours des 40 dernières années qui ont vu alterner au pouvoir la gauche et la droite. En 1983, le 1 % des détenteurs de richesses les plus riches possédait 15,9 % de l'ensemble des richesses personnelles en France, les 10 % les plus riches en possédaient 50 % et les 50 % les plus pauvres n'en détenaient que 8,9 %. En 2022, ces inégalités se sont encore aggravées. Le 1 % des détenteurs de richesses les plus riches en possédait désormais 24 % (une augmentation de plus de 60 %), les 10 % les plus riches en possédaient 57,7 % et les 50 % les plus pauvres ont vu leur part de richesse personnelle tomber à seulement 5,1 % (une baisse de 48 %). À cela il faut ajouter plus de 9 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté, 5,3 millions de chômeurs inscrits.

Le capitalisme impérialiste français se transforme douloureusement, il est évincé d'Afrique, sa population vieillit, le prolétariat manque au point que le patron du Medef Patrick Martin (le syndicat patronal) a déclaré en janvier 2024 qu'il manquait trois millions de travailleurs pour assurer les besoins de la bourgeoisie. Le vote RN trouve là sa force. Au racisme qui reste permanent dans la dynamique électorale du RN, s'est ajouté au cours de la dernière décennie l'angoisse du déclassement. Le rejet des politiciens n'est pas nouveau mais il progresse et il n'explique pas tout. Car à ces facteurs là s'ajoute ce déclin français, une peur des guerres qui approchent depuis l'Ukraine et une Union Européenne qui semble impuissante : tout cela nourrit un nationalisme renouvelé. Mêlé au racisme, il présente un puissant poison pour la classe ouvrière.

LA MONTÉE RÉSISTIBLE DU RN

Le mirage suscité par le NFP d'une victoire volée ne doit pas faire oublier que par millions, beaucoup de travailleurs ont exprimé leur rejet

du racisme du RN. Sans doute les violences entre les deux tours des élections et l'explosion des paroles de haine dans les quartiers et sur les lieux de travail n'y est pas étrangère. C'est pourquoi les révolutionnaires en se présentant indépendamment de la gauche au premier tour, ont avec leurs nuances pour LO et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA-R) ont eu une solidarité avec ce vote de second tour pour les candidats de la gauche du NFP. La clé de la situation est dans l'unité de la classe ouvrière (et donc sa lutte contre le racisme et toutes les oppressions) mais aussi dans la mise en place de mesures d'urgence contre le désastre social mené par Macron issu de la social-démocratie ou la droite revancharde et le RN en embuscade. Dès lors que faire ?

La situation est difficile pour les militants révolutionnaires qui ont préservé une indépendance de classe en se présentant successivement aux élections européennes et législatives en à peine un mois. Lutte Ouvrière et le NPA-R ont fait cet effort militant, financier. Avec des scores modestes mais qui sont un point d'appui. Les 360 000 voix (4/5 obtenues par LO) peuvent en effet signifier qu'il existe une minorité qui a su exprimer une défiance aux promesses électorales réformistes tout en faisant un geste pour les idées communistes révolutionnaires. Il ne s'agit pas d'organiser des électeurs, mais de créer une collaboration entre révolutionnaires pour qu'à côté des pôles réformiste, macroniste et néo fasciste, puisse émerger un pôle des révolutionnaires. Il ne s'agit pas d'un bloc électoral, et pas encore une organisation unifiée.

Les chocs sociaux à venir s'annoncent majeurs tout comme nos responsabilités. Nous avons la faiblesse de croire à venir que les collaborations, la coordination progressive de nos interventions, la confrontation aussi mais surtout le fait de se présenter ensemble- avec nos différences- devant les travailleurs et la jeunesse que nous pourrions tracer la voie d'une nouvelle direction opposée aux conciliations de classe du NFP, d'une orientation de rupture avec les centrales syndicales pour les luttes à venir. Et la course contre la montre est ouverte. J. Bardella a certes vu la perspective d'être Premier Ministre s'éloigner, mais il a réussi à constituer un nouveau groupe d'extrême droite au Parlement européen, les Patriotes d'Europe (13 pays, 84 députés, le troisième groupe de parlement européen). Un beau lot de consolation. ✊

Le SOUVERAINISME RÉACTIONNAIRE en Europe

PAR PARTIE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS (ITALIE)



La croissance relative des forces de droite et/ou d'extrême droite en Europe est l'une des caractéristiques de la scène continentale. Il ne s'agit pas d'une évolution uniforme, ni en termes de nature politique, ni en termes de rayon de diffusion. Mais la tendance est réelle. C'est une tendance inséparable du contexte général de l'UE : de la crise commune du capitalisme européen, du libéralisme bourgeois, du mouvement ouvrier.

LA CRISE PROFONDE DE L'UE

L'Union européenne traverse une crise profonde de nature structurelle qui s'est développée au fil du temps. La crise du capitalisme en 2008 a frappé l'UE de plein fouet. La double récession continentale 2008/2011 et la crise des dettes publiques ont accentué les contrastes d'intérêts entre l'Allemagne et les impérialismes méditerranéens. Le bond impérialiste de la Chine après 2008 et la centralité globale de l'affrontement inter-impérialiste États-Unis/Chine ont marginalisé le poids de l'UE

à l'échelle mondiale. La maturation impérialiste de la Russie de Poutine et sa politique de puissance, qui a culminé avec l'invasion de l'Ukraine, ont aggravé sa crise.

Aujourd'hui, la combinaison de la pression russe, crise de l'hégémonie mondiale des USA, concurrence globale avec les USA et la Chine, place les impérialismes européens face à de nouveaux défis : la nécessité d'une force militaire propre, intégrée à l'OTAN, avec une capacité d'initiative autonome ; l'exigence d'un grand bond d'investissements dans la transition écologique. A cette fin, les forces centrales du grand capital proposent de relancer le processus d'intégration de l'UE sur la base d'un nouvel endettement continental.

Mais la même urgence mondiale qui pousse à l'intégration européenne approfondit les contradictions qui l'érodent. Chacun des impérialismes nationaux en Europe cultive ses propres intérêts.

L'impérialisme allemand s'oppose à un nouvel endettement européen sur la base de la supériorité de son bilan d'État, avec l'affectation de 100 milliards d'investissements à son budget militaire.

L'impérialisme français, frappé par l'effondrement de sa zone d'influence en Afrique, demande à pouvoir s'endetter sur le continent dans l'intérêt de son hégémonie militaire en Europe.

L'impérialisme italien est aux côtés de la France pour réclamer la dette aux banques européennes mais, dans le même temps, il fait jeu égal avec l'impérialisme américain pour faire reconnaître son rôle en Afrique au détriment de la France.

En réalité, tous les impérialismes européens sont impliqués dans la course mondiale aux armements. Mais le poids des bilans nationaux, très différents d'un État à l'autre, accroît les divergences au sein de l'UE.

Dans le même temps, l'écart se creuse entre l'UE et ses concurrents, les États-Unis et la Chine, dont la capacité de dépense et d'endettement public est largement supérieure et qui disposent d'importantes réserves nationales de matières premières. Parallèlement, l'expansion du protectionnisme et l'affrontement entre les pôles impérialistes portent atteinte à la force traditionnelle de l'UE en tant que premier pôle d'exportation.

LA CRISE DU LIBÉRALISME BOURGEOIS ET LA POLARISATION POLITIQUE

L'évolution de la scène mondiale pèse sur le prolétariat européen. Le bond des investissements militaires et l'appel public à l'économie de guerre signifient de nouvelles coupes dans les services sociaux. La crise énergétique et les vents protectionnistes se traduisent par une hausse des prix et un nouveau coup porté aux salaires. Le paiement de la dette publique, couplé à la crise des bilans des États, réduit les investissements environnementaux pour la conversion énergétique. La militarisation croissante de la sphère publique porte atteinte aux droits démocratiques par la criminalisation des mobilisations antisionistes (en particulier en Allemagne et en France).

Les gouvernements européens connaissent une large crise de consensus. A l'exception des pays baltes et de ceux exposés à la frontière russe (Pologne), la campagne des milieux dominants en faveur de l'économie de guerre ne parvient pas à hégémoniser l'opinion publique.

L'auto-réduction des engagements annoncés avec le Green Deal, sous la pression des patrons, ainsi que le poids des mesures de reconversion qui pèsent sur le dos des travailleurs, ont suscité une grande résistance de la part de larges secteurs popu-

lares. La crise des systèmes de santé et de pensions, ainsi que la pression inflationniste sur les salaires, alimentent le mécontentement de vastes secteurs des masses.

L'instabilité des équilibres politiques en Europe est le reflet de la crise du consensus populaire. *La polarisation politique est la tendance dominante en Europe.*

Cette polarisation porte la marque de la crise profonde de la gauche européenne. L'ancienne social-démocratie a souvent soutenu des politiques patronales au cours de ses gouvernements, parfois avec un rôle de pionnier. L'identification prolongée avec les plans d'austérité a érodé son crédit et, dans certains cas, a conduit à son effondrement. À leur tour, les partis de la soi-disant « Gauche européenne », qui durant les 20 dernières années ont cherché un espace à gauche de la social-démocratie traditionnelle, se sont tous compromis dans les gouvernements de la bourgeoisie dans les principaux pays de l'UE, dissipant ainsi leur propre potentiel. Rifondazione Comunista en Italie, puis Syriza en Grèce et Podemos en Espagne ont symbolisé l'auto-destruction ou le déclin du réformisme de gauche.

GÉOGRAPHIE ET CARACTÉRISTIQUES DES DROITES SOUVERAINISTES

Dans ce contexte, le développement des droites souverainistes dans les différents pays européens (de l'Allemagne à la France, du Portugal à la Roumanie, de l'Autriche aux Pays-Bas) est le résultat de la polarisation politique.

Le camp de la droite en Europe est loin d'être homogène. Ses familles politiques sont deux : le Parti des conservateurs et réformistes européens (ECR), dirigé par Giorgia Meloni, chef post-fasciste du gouvernement italien ; et Identité et Démocratie (ID), qui regroupe principalement le RN de Marine Le Pen en France et la Lega de Matteo Salvini en Italie. Les deux spectres politiques sont eux-mêmes composés en interne par de nombreuses lignes de fracture, conditionnées par les différents contextes nationaux. ECR vise à déplacer l'axe politique des équilibres européens vers la droite, en remplaçant la social-démocratie dans l'alliance avec le Parti populaire européen (PPE). ID s'oppose plus clairement aux libéraux (Macron). Le RN de Le Pen, par contre, travaille à son propre bureau institutionnel dans la perspective de la possibilité de gagner la présidence de la République française, raison pour laquelle il a rompu avec l'extrême droite allemande

(AfD). Le parti d'Orban, après son expulsion du PPE, est ouvertement disputé par l'ECR et l'ID.

Le souverainisme, qui a perdu du terrain d'une manière différente, est censé représenter des secteurs déclassés de la petite et moyenne bourgeoisie, ainsi que construire une hégémonie petite/moyenne bourgeoisie sur de larges secteurs populaires et des travailleurs salariés, dans les périphéries et les provinces. Il s'agit d'une tentative de capitaliser à droite sur la crise conjointe de l'establishment libéral et du mouvement ouvrier européen. L'influence des droites souverainistes sur la classe ouvrière industrielle dans les pays clés de l'Europe (France, Italie) est un signe de l'effritement des anciens blocs sociaux. L'opposition des « droits sociaux » aux droits civiques, au nom des valeurs



traditionnelles, cherche à capitaliser sur l'échec des gouvernements bourgeois et de leur rhétorique libérale. La confrontation entre « le peuple et l'élite » montre en permanence l'écran du récit idéologique réactionnaire. Dieu-Père-Famille est son vocabulaire préféré.

L'extrême droite européenne, pour l'essentiel, ne peut être qualifiée de fasciste. Des éléments fascistes sont présents dans leurs rangs, dans une mesure plus ou moins grande, selon les différents contextes, mais ils ne sont pas hégémoniques.

Paradoxalement, le même recul de la lutte des classes en Europe qui a favorisé le développement de l'extrême droite contenait ses composantes proprement fascistes (dont **Aube dorée** en Grèce). Il ne s'agit pas vraiment de la vieille droite traditionnelle, comme les Républicains gaullistes en France, ou le propre parti de Berlusconi en Italie dans les années 1990 et 2000. C'est une nouvelle droite réactionnaire, née de la crise de bipolarité entre les vieux partis bourgeois, nourrie par la décomposi-

tion de leurs blocs sociaux. Une droite née de la grande crise capitaliste de 2008.

Le grand capital européen ne prend pas l'extrême droite souverainiste comme son référent politique. Il cherche à consolider le cadre global de l'UE et, plus encore, à développer autant que possible les éléments d'intégration pour faire face à la concurrence des pôles impérialistes des États-Unis et de la Chine. Pour autant, la grande bourgeoisie n'exclut pas l'utilisation de l'extrême droite en faveur de ses propres intérêts de classe : elle s'appuie sur son action de division des travailleurs, sur sa politique de « loi et ordre », sur la dot que lui apporte l'extrême droite en termes de contrôle du bloc petit-bourgeois et populaire. L'ouverture de la grande bourgeoisie au gouvernement de Giorgia Meloni en Italie relève de ce profil emblématique. De son côté, l'extrême droite est attentive à ses propres relations avec le grand capital. Ce n'est pas un hasard si, contrairement au passé, aucune des principales forces de la nouvelle droite n'appelle à une sortie de l'Union européenne et de l'euro. C'est le reflet de la polarisation impérialiste qui façonne le monde.

Aucune force bourgeoise ayant l'ambition de gouverner en Europe ne comprend la plongée dans des aventures solitaires. Surtout après l'expérience du Brexit.

La confrontation inter-impérialiste globale a un impact sur les structures de la droite européenne. Une partie de la droite souverainiste combine le vieux score du nationalisme militariste avec celui d'un européenisme impérialiste plus « autonome par rapport aux États-Unis » et en dialogue avec la Russie. L'impérialisme russe a trouvé une marge dans certaines forces de la droite européenne (comme la Lega italienne et le RN en France). L'entrée directe du régime de Poutine dans la Hongrie d'Orban et la Slovaquie de Fico vise à élargir ce fossé. Mais la guerre en Ukraine a poussé, par réaction, l'orientation hyper-atlantiste de la droite nordique (ainsi que de Fratelli d'Italia). L'ancien groupe de Visegrad des années 1910 s'est dissous, entre une Pologne super-atlantiste et une Hongrie pro-russe. Parallèlement, l'expansion de l'OTAN en Europe du Nord, avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande, se conjugue avec l'entrée de l'extrême droite dans leurs gouvernements respectifs. La polarisation de l'affrontement inter-impérialiste entre les États-Unis et la Russie traverse également le camp de la droite.

Le discours idéologique des droites eu-

ropéennes évoque une « Europe confédérale de nations indépendantes » comme puissance ju-déo-chrétienne, ennemie des immigrés et des musulmans. L'objectif est d'intercepter le sentiment pacifiste « anti-américain » de l'opinion publique européenne sur des bases réactionnaires, mais sans rompre avec l'OTAN et les États-Unis. Le rapport avec l'impérialisme américain est une source de contradictions au sein de la droite, car elle est conditionnée par des intérêts nationaux différents. L'actuelle direction post-fasciste en Italie s'est tournée vers l'administration Biden pour obtenir un accord central dans l'intérêt de l'impérialisme italien. Il en va de même pour les droites baltes et nord-européennes, qui se préoccupent d'un parapluie militaire sûr. Une éventuelle victoire de Trump aux prochaines élections américaines pourrait avoir un impact sur les alignements de la droite européenne.

Toutes les droites européennes se targuent de leur propre soutien anti-arabe et anti-musulman au sionisme. Le vieil arsenal de l'anti-sémitisme réactionnaire a été remplacé par un alignement sur l'État d'Israël et son gouvernement. La politique étrangère philo-sioniste des gouvernements européens est soutenue par l'extrême droite, y compris la criminalisation des mouvements de protestation philo-palestiniens. En même temps, le soutien de la majorité de la société européenne à la Palestine est un élément de contradiction.

La croisade contre l'immigration est la principale carte jouée par la droite sur le terrain du consensus populaire. La dimension structurelle des flux migratoires induits par la dynamique des guerres, des catastrophes environnementales et des différences démographiques confère aux campagnes xénophobes une capacité d'attraction permanente dans de vastes secteurs populaires. Les mêmes politiques xénophobes des gouvernements bourgeois « libéraux » (expulsion, ségrégation, limitation du droit d'asile) ont pavé la voie aux pires campagnes réactionnaires.

L'ALTERNATIVE À LA RÉACTION EST ANTICAPITALISTE OU NE L'EST PAS

Si le développement de l'extrême droite est né de la crise du mouvement ouvrier européen due à la responsabilité de ses dirigeants, seul un renouveau de la classe ouvrière peut agir comme un barrage pour arrêter la droite. Si la nouvelle droite

est la récolte de la crise du capitalisme, seule une alternative anticapitaliste et révolutionnaire peut montrer la voie à suivre. Par opposition à l'euro-péanisme libéral bourgeois ou au souverainisme réactionnaire.

Seule la classe ouvrière peut unir l'Europe sur des bases progressistes. Dans le cadre capitaliste et impérialiste, le Vieux Continent est condamné à la décadence, en proie à la polarisation mondiale entre les anciennes et les nouvelles puissances impérialistes. Tous les instances prolétariennes et les mouvements progressistes du vieux continent (sociaux, environnementaux, de genre, antiracistes, antimilitaristes) revendiquent la nécessité d'une rupture anticapitaliste, dans la perspective d'un gouvernement ouvrier, dans chaque pays et à l'échelle du continent. C'est la perspective d'une Europe socialiste.



Marine Le Pen et Jordan Bardella.

L'épuisement de l'espace réformiste sous la pression de la crise sociale et de la dynamique de la guerre signale la demande de solutions radicales. Soit une telle solution est imposée par la classe ouvrière sur le terrain anticapitaliste, soit elle risque d'être imposée par des forces plus ou moins réactionnaires contre les travailleurs. La crise des formes traditionnelles de l'alternance libérale, l'irruption de processus majeurs de polarisation politique, témoignent de l'actualité de ce carrefour. Le développement de la droite souverainiste en Europe est la mesure de la crise du mouvement ouvrier dans l'élaboration de sa propre solution à la crise du capitalisme. La résolution de cette crise est donc un élément décisif de la même bataille contre la réaction.

Mettre le mouvement ouvrier en phase avec le changement d'époque en cours, en développant sa conscience politique, telle est la tâche des marxistes révolutionnaires en Europe. Et pas seulement en Europe. 🐞

La POLARISATION SOCIALE ET POLITIQUE aux États-Unis

PAR VICENTE GAYNOR

Il est très probable que Trump remporte à nouveau la présidence des États-Unis en novembre, avec une base sociale de droite plus consolidée et un soutien plus fort des secteurs clés de l'establishment qu'en 2016. Il est clair que la droite, en particulier son aile la plus réactionnaire, s'est renforcée au cours des quatre années qui ont suivi la défaite de Trump à la Maison Blanche.



Parallèlement, au cours de ces quatre années, la lutte des classes s'est intensifiée, avec les grèves les plus importantes depuis des générations et un processus de radicalisation d'une jeune et nombreuse avant-garde, notamment autour de la lutte de solidarité avec la Palestine.

POLARISATION INÉGALE ET COMBINÉE

Les USA accumulent et reflètent de la manière la plus concentrée le processus de polarisation sociale et politique qui a lieu dans le monde entier. L'ordre global capitaliste que les principales puissances impérialistes ont constitué après la Seconde Guerre mondiale et que l'on croyait cristallisé après la dissolution de l'Union soviétique a commencé à s'effondrer avec la crise capitaliste qui a débuté en 2008.

Les aspects politiques et idéologiques de cette crise systématique ont ébranlé le régime démocratique bourgeois et l'idéologie du « consensus de Washington » qui sous-tendait cet ordre. Une rupture massive s'est développée avec les idées nodales de la démocratie libérale et « occidentale », de ses institutions. Les partis et directions politiques qui avaient dominé pendant des décennies, profondément délégitimés, ont perdu le soutien de millions et de millions, qui ont cherché des alternatives en dehors de la politique traditionnelle. Cette crise

de représentativité ou effondrement du « centre » politique a conduit à l'émergence d'alternatives à gauche et à droite.

Les limites des alternatives issues à gauche, en particulier celles qui sont arrivées au pouvoir comme Podemos ou Syriza, et ont refusé de rompre avec la structure capitaliste a conduit à des échecs amers et à des désillusions qui ont collaboré avec la montée des alternatives d'*outsiders* de la politique à droite.

Aujourd'hui, la dynamique mondiale est celle de la montée des alternatives politiques de droite et d'extrême droite, désormais soutenues plus fermement par une partie de la bourgeoisie. Mais ce phénomène constitue un pôle de polarisation qui se combine avec une montée soutenue de la lutte des classes avec résistance, grèves, rébellions, révolutions et radicalisation à gauche à l'autre pôle. C'est une polarisation inégale car le pôle des masses laborieuses en lutte limite ce que la droite bourgeoise peut faire, mais il n'a pas atteint une représentation politique, comme l'autre pôle l'a fait.

Aux États-Unis, ce processus se présente peut-être plus clairement que partout ailleurs. Alors que Trump consolide son soutien tant au sein de sa base sociale comme par le haut avec une coalition qui unit l'appareil du Parti républicain à plus d'une centaine d'organisations d'extrême droite, la classe ouvrière industrielle du pays commence à lutter

comme elle ne l'a pas fait depuis des décennies et une importante avant-garde de jeunes radicalisés. Émerge dans la lutte contre le génocide sioniste en Palestine.

LE PIONNIER DE LA « DROITE ALTERNATIVE »

Trump a été le premier représentant de la montée de la « droite alternative » lorsqu'il a surpris en remportant la Maison Blanche en 2016. C'est la même année que Bernie Sanders, revendiquant ouvertement le socialisme, aurait remporté la primaire démocrate sans la fraude de l'appareil d'Hillary Clinton. L'ampleur de la crise de représentativité était telle qu'elle a conduit une majorité d'électeurs américains à chercher des alternatives en dehors des candidats officiels du bipartisme le plus fort du monde.

Cependant, alors que Sanders a apporté tout son soutien à la candidate démocrate Clinton, Trump a réussi à remporter la primaire républicaine et, en tant que candidat, il a continué à frapper la « caste politique », promettant des solutions simples et claires (bien que largement inapplicables) pour améliorer la vie des Américains et « rendre sa grandeur à l'Amérique ».

Le projet de Trump n'a pas reçu le soutien des principaux secteurs de la bourgeoisie américaine et il a éprouvé de grandes difficultés à le mettre en œuvre. Bien qu'il n'ait pas été en mesure de réaliser ses propositions les plus extravagantes, telles que l'obligation pour le Mexique de payer pour la construction du mur frontalier, il a fait progresser l'agenda conservateur de façon qualitative au cours de ses quatre années de mandat.

Il a imposé l'une des plus importantes réductions d'impôts de l'histoire pour les entreprises et les riches, a supprimé certains des principaux programmes fédéraux d'aide sociale tels que les *bons d'alimentation (food stamps)*, a nommé trois juges suprêmes qui ont permis à la Cour de revenir sur le droit à l'avortement du pays depuis le verdict *Roe v. Wade* en 1973, a retiré les USA des accords de Paris sur l'environnement et a emprisonné des familles entières de migrants en séparant de nombreux enfants de leurs parents, pour ne citer que quelques-uns des exemples les plus marquants.

En politique internationale, il a stoppé les plans stratégiques de la bourgeoisie partagés par les démocrates et les républicains, en rompant l'accord nucléaire avec l'Iran, en s'éloignant des alliés de l'OTAN et en se rapprochant de la Russie, et en

intensifiant les frictions avec la Chine, ce qui a conduit à une « guerre commerciale » qui a porté préjudice à d'importants secteurs de la bourgeoisie américaine.

Cependant, l'effet le plus profond de la présidence Trump a été de déplacer le centre de la politique nationale de manière significative vers la droite. Elle a activé et renforcé les secteurs les plus réactionnaires du pays, exprimés dans des organisations telles que le Tea Party qui ont commencé à prendre du poids au sein du parti républicain et à agir de manière plus organisée dans les rues. Son discours ouvertement réactionnaire sur les questions les plus polarisantes comme le genre, le racisme, la religion et l'immigration, et même sa politique désastreuse face à la pandémie de Covid-19, allant jusqu'à déclarer qu'elle pouvait être traitée au chlore, y ont collaboré.



Bien entendu, la polarisation s'est également exprimée dans la direction opposée, conduisant à la défaite de Trump dans sa tentative de réélection en 2020. Le rejet de ses mesures a été massif, le mouvement des femmes a mobilisé des centaines de milliers de personnes, une rébellion nationale a éclaté après l'assassinat de George Floyd, la vague de grèves la plus importante depuis des décennies s'est développée ; une radicalisation d'une vaste avant-garde, en particulier de la jeunesse, s'est opérée.

Mais, contrairement au pôle de droite, aucune expression politique n'a émergé à gauche. Au contraire, l'occasion de le faire a été gâchée, malgré les conditions peut-être les plus favorables depuis la dernière candidature du socialiste Eugene Debs il y a plus de cent ans. En 2020, Bernie Sanders n'a même pas envisagé la possibilité de disputer la primaire démocrate comme en 2016, car le but de sa campagne n'était pas d'offrir une alternative mais, par contre, de contenir l'électorat le plus radicalisé

et d'orienter son vote vers le candidat officiel : Joe Biden, l'un des représentants les plus conservateurs du Parti démocrate.

Les DSA ont évolué dans le même sens. Ils ont émergé parallèlement à la campagne Sanders de 2016 comme un phénomène national et la principale expression de cette majorité de jeunes qui, selon *The Economist*, s'identifiait au socialisme. En quatre ans, ils ont organisé plus de 50 000 militant.e.s et ont remporté des dizaines de sièges législatifs, y compris celui d'Alexandria Ocasio Cortez au Congrès national, qui était alors la personnalité politique la plus suivie sur les médias sociaux du pays. Mais ils ont rapidement abandonné l'orientation de construire un parti indépendant du Démocrate et ont concentré leurs efforts presque exclusivement sur l'activité électorale, avec une absence notoire aux grandes mobilisations de la période, ce qui a aliéné, désillusionné, laissé l'avant-garde activiste radicalisée sans référence politique.

Il en résulte une courte victoire électorale de Biden aux présidentielles de 2020, qui ne suscite aucun enthousiasme à gauche, mais qui a mobilisé les plus radicalisés à droite. Encouragés par Trump lui-même, qui n'a pas accepté la défaite, quelques milliers d'extrémistes de droite ont attaqué le Congrès le 6 janvier 2021 dans le but d'empêcher le vote confirmant le résultat de l'élection. Bien que mal organisés, ils ont réussi à prendre d'assaut le bâtiment et à provoquer un scandale internationale qui a affaibli l'image du pays le plus puissant du monde et, en même temps, renforcé la base sociale de l'extrême droite, démontrant qu'elle continuerait à être une force politique considérable.

TRUMP 2.0

La force relative de la base sociale minoritaire mais consolidée de l'extrême droite est mise en évidence par la confirmation de Trump en tant que candidat présidentiel incontesté du Parti républicain pour les élections de cette année. Et ce, bien qu'il ait été condamné dans 34 affaires de corruption et qu'il soit en procès pour avoir tenté d'inverser les résultats des élections de 2020 et pour avoir retenu des documents classifiés. Mais les principaux responsables de la forte probabilité qu'il remporte la présidence sont les démocrates.

Si la désillusion générée par les mandats d'Obama et la défection de Sanders ont ouvert la porte à la première administration de Trump, les quatre années de Biden ont pratiquement assuré qu'il ob-

tiendrait un second mandat en ce novembre. Il a maintenu les réductions d'impôts pour des riches et des entreprises, a renforcé les baisses des aides sociales tout en faisant grimper l'inflation et le coût de la vie à des taux historiques. Il a intensifié de nombreuses politiques anti-immigration, allant même jusqu'à continuer la construction du mur frontalier que Trump n'a pas achevé.

Le seul point sur lequel Biden diffère nettement de son prédécesseur est la réappropriation de l'agression impérialiste dans le monde. Son soutien inconditionnel au génocide israélien à Gaza lui a valu le surnom de *Joe le génocidaire* et la guerre en Ukraine permet à Trump de se poser inhabituellement en candidat anti-guerre.

Pour ne rien arranger, la santé de Biden, 81 ans, déjà un point faible en 2020, a montré des signes de sénilité avancée dans cette campagne et généré des gaffes comme lors du premier débat présidentiel, où il a complètement perdu le fil de ce qu'il essayait de dire à plusieurs reprises face à un Trump blagueur et moqueur.

Cette fois-ci, il n'y avait même pas d'option de gauche dans les primaires. Bien que les processus de lutte, de grève et de radicalisation se soient approfondis au cours du mandat de Biden, la seule option disponible pour l'ensemble de la population qui ne soutient pas Trump est Biden lui-même. Il est probable que la plupart des jeunes ne se rendront même pas aux urnes et tous les sondages donnent à Trump une avance confortable. Pendant ce temps, Trump excite et mobilise les secteurs les plus réactionnaires.

Le très probable deuxième gouvernement Trump aura le dos plus large que le précédent. Contrairement à son premier mandat, il arrivera à la Maison Blanche avec le soutien institutionnel du Parti républicain et un plan de gestion conçu par son aile la plus réactionnaire en collaboration avec une coalition de plus d'une centaine d'organisations conservatrices et d'extrême droite : le « Projet 2025 ». Il disposera également d'une Cour suprême conservatrice dès son entrée en fonction. Mais il devra faire face à l'opposition d'une classe ouvrière en pleine ascension et d'une jeunesse radicalisée à un niveau jamais atteint depuis des décennies.

L'AUTRE PÔLE

Parallèlement au surgissement de Trump, une montée des luttes sociales s'est développée aux USA. Le mouvement *Occupy Wall Street* en 2011

a été une première expression de la radicalisation qui a commencé à émerger après la crise capitaliste déclenchée en 2008. Les émeutes de Ferguson et l'émergence de *Black Lives Matter* en 2014 ont confronté directement le racisme institutionnel aux USA pour la première fois depuis les années 1960. En 2016, le mouvement des femmes est également redescendu dans la rue avec une massivité et une radicalisation inédites depuis des décennies, avec le mouvement *Me Too* et contre Trump.

La même année où Trump est devenu président, le phénomène de Bernie Sanders, de l'AOC et des DSA ont émergé, reflétant le fait qu'une majorité de la jeunesse du pays s'identifiait au socialisme. En 2020, le meurtre de George Floyd a déclenché une rébellion contre le racisme qui a transcendé les communautés noires pour devenir une rébellion générale de la jeunesse contre le système raciste et oppressif.

Pendant ce temps, la classe ouvrière se réactivait, atteignant un point fort avec les grèves des enseignants de 2019, organisées en dehors des syndicats bureaucratiques, malgré des lois qui criminalisent les grèves, mobilisant des dizaines de milliers de personnes et remportant les premières victoires de la lutte ouvrière depuis de nombreuses années.

Ce processus s'est accentué au cours de la dernière période, l'année 2023 étant surnommée par les médias *l'année de la grève*. La participation des travailleurs aux grèves a augmenté de 280 % par rapport à 2022. Mais l'aspect qualitatif réside dans le poids des secteurs qui ont agi, dans l'importance des actions et dans les résultats obtenus.

La grève des acteurs et des scénaristes, qui a paralysé les principales productions hollywoodiennes, a fait la une de l'actualité mondiale pendant des mois, a bénéficié d'un soutien massif, a permis d'obtenir certaines de ses principales revendications.

La principale grève a été celle des travailleurs de l'automobile de l'United Auto Workers (UAW), qui ont remporté une victoire historique contre des géants comme Ford, Volkswagen et GM. Ils ont obtenu des hausses de 25 à 30 %, les plus importantes depuis 22 ans, et le rétablissement des augmentations indexées sur l'inflation qui avaient été perdues en 2008, entre autres. Plus important encore, le mouvement syndical industriel américain, l'un des plus puissants au monde, est entré en action. Cela a un impact sur la classe ouvrière en général, comme on peut déjà le constater dans la croissance continue des revendications syndicales et dans la reprise naissante de l'affiliation syndicale.

D'autre part, le mouvement de solidarité qui a émergé aux USA depuis qu'Israël a déclenché un génocide à Gaza en octobre dernier a généré une radicalisation plus étendue et plus profonde d'une importante avant-garde jeune. Dans des dizaines d'universités, des activistes étudiant.e.s ont mis en place des camps de solidarité avec la Palestine et les ont défendus contre la répression de l'État et les attaques des gangs sionistes, consolidant ainsi une avant-garde radicalisée contre le régime américain dans son ensemble, face au démocrate Biden qui soutient sans équivoque le génocide sioniste et la répression à leur rencontre.

La faiblesse centrale du pôle des luttes sociales est que, contrairement à la droite, il n'a pas de référence politique. Sanders et les DSA ont collaboré pour ramener la polarisation à gauche dans les rangs démocrates, aliénant et démoralisant les franges les plus radicalisées. Par contre, Trump s'est toujours appuyé sur les plus radicalisés à droite, maintenant et nourrissant sa base sociale dans ce contexte de polarisation. C'est ainsi que nous en arrivons à la probabilité de son retour au pouvoir.

L'essor de la lutte des classes garantit qu'il rencontrera une résistance importante. L'enjeu est qu'elle trouve le moyen d'incarner une expression politique qui la représente. La situation politique et sociale en général et ce défi en particulier sont une source des débats sur la stratégie révolutionnaire.

La gauche révolutionnaire américaine a eu du mal à répondre aux changements majeurs de ces dernières années et traverse une crise profonde. L'Organisation socialiste internationale (ISO), qui avait réussi à construire une force nationale et dynamique, s'est dissoute en 2019. Alternative socialiste, la plus grande organisation dans l'espace depuis lors, traverse actuellement une crise fractionnelle interne.

Cependant, des débats profonds, des regroupements et des opportunités émergent également de la crise et de la dispersion. Le collectif *Tempest* fait un effort remarquable pour regrouper une partie importante des cadres et des militants de l'ex-ISO et d'autres espaces. L'organisation syndicale de gauche *Labor Notes* vient de tenir sa plus grande conférence nationale, avec la participation de 4 700 militants syndicaux. La conférence nationale de la maison d'édition socialiste *Haymarket Socialism 2024* sera une nouvelle occasion d'affronter le débat stratégique sur la manière de progresser dans la construction de l'alternative politique qu'il faut. 🌟

MILEI, une radiographie

PAR MARIANO ROSA

Comment est-il arrivé au pouvoir ? Quelles conditions l'y ont amené ? Quelle nouveauté représente-t-il dans l'histoire du pays ? Quelles sont les caractéristiques de son orientation ? S'agit-il d'un changement dans les relations sociales du pouvoir ? Comment son projet s'articule-t-il avec l'expérience du gouvernement péroniste précédent ? Quelle perspective présente-t-il et quelles sont les tâches de la gauche¹ en Argentine ? Analyse, hypothèses et approche socialiste du phénomène Milei.



L'origine : on en avait marre. L'ascension électorale de Milei exprime le profond dégoût social à l'égard du gouvernement péroniste précédent et de l'expérience antérieure du macrisme. Les deux administrations ont aggravé les conditions de vie matérielles de la majorité sociale et n'ont offert aucune amélioration. La déception et la colère dépolitisée, en particulier chez des secteurs de la jeunesse pauvre, ont été canalisées par une figure ultra-réactionnaire avec un discours contre « la caste » et « le système ».

En même temps, un autre élément qui donne une base à Milei est qu'il est devenu un facteur de regroupement pour les secteurs fascistes qui adhèrent aux positions maccarthystes, anti-droits de genre, anti-mouvements sociaux, privatistes dans la sphère économique. Ce camp est enhardi par un climat créé au cours des années précédentes par deux causes majeures dans l'expérience et la conscience des masses :

- D'une part, l'influence de cette figure d'*outsider* très forte dans les médias, qui a fait basculer l'agenda politique dominant vers la droite.
- D'autre part, le rôle de la bureaucratie syndicale péroniste qui, bien qu'il y ait eu des luttes importantes, a évité de les unifier et de les centraliser dans une irruption massive qui aurait fait pencher la balance en faveur d'une sortie de crise à gauche.

Bien que cette émergence politique en Argentine présente des traits particuliers, elle est en même temps dans l'air du temps : on discerne dans des versions plus radicalisées de ces nouvelles droites, l'un des extrêmes de la polarisation qui définit la situation globale.

Le récit contre les élites politiques traditionnelles, l'épopée de la *bataille culturelle* anti-socialiste ou anti-marxiste, fait partie de cet écosystème ultra-réactionnaire mondial. Cependant, les points de référence décisifs pour le destin de cette projet capitaliste se trouvent dans la dynamique interne argentine.

UNE NOUVELLE TENTATIVE BOURGEOISE DE TOUT REMETTRE À ZÉRO PAR LA DROITE

Celle de Milei est la quatrième ou cinquième tentative historique de restructuration capitaliste du pays :

- Dès le milieu des années 60, la dictature d' Onganía a constitué une première tentative. D'énormes rébellions ou semi-insurrections provinciales à Córdoba, Tucumán et Rosario, dans la mouvance mondiale du Mai 68 et du Viêt Nam, ont enterré ce projet.
- Puis, la dictature génocidaire de 1976 a fait progresser une grande partie grâce au mécanisme

néocolonial de la dette extérieure liée au FMI et à une attaque contre le développement industriel relatif du pays. L'issue de cette tentative fascistoïde a eu un coût très élevé pour la bourgeoisie : les forces armées ont été chassées du pouvoir par la mobilisation populaire en 1982. Donc, les coups d'État militaires comme moyen de trancher un équilibre instable ont été disqualifiés dans le pays jusqu'à aujourd'hui.

- Puis, en 1989, le ménémisme, par une très dure « thérapie de choc » dans un contexte d'hyperinflation exorbitante, a démantelé la quasi-totalité du patrimoine de l'État avec la privatisation des entreprises publiques et l'ingérence renforcée du FMI. Cette aventure s'est terminée en 2001 par une rébellion sociale qui a entraîné la chute du système bipartite traditionnel.
- Macri a été la quatrième tentative, qui a également échoué. Bien qu'il ait compté sur le syndicalisme bureaucratique et le PJ comme piliers de sa gouvernabilité, il n'a pas non plus été en mesure d'appliquer son programme original de restructuration capitaliste par la droite. Il réussit à terminer son mandat parce qu'il a opéré avec le péronisme, qui a contenu l'agitation et l'a détournée par le biais des élections.

L'originalité de Milei réside dans le fait qu'il propose de faire, sans coup d'État (il ne le peut pas), sans hégémonie au contrôle parlementaire (il ne l'a pas), sans son propre soutien syndical ni force de rue organique, ce que toutes les autres tentatives bourgeoises n'ont pas réussi à faire même avec ces ressources. En fin de compte, c'est la rue qui aura le dernier mot.

PLUS QU'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE, UN PLAN D'AFFAIRES

L'Argentine est une semi-colonie capitaliste, bien qu'avec un développement industriel inégal et combiné. En effet, sa matrice productive ne correspond pas à la moyenne latino-américaine. Elle possède 12 usines automobiles, production de satellites, des pôles sidérurgiques. Il existe encore des entreprises publiques qui développent la technologie nucléaire et une compagnie aérienne nationale qui assure 70 % du transport national et 30 % du transport international².

Toutefois, Milei vient liquider ce qui reste de

l'industrie locale ou la réduire à son expression minimale afin de cristalliser un modèle dur, basé sur les exportations agro-minières. Ce plan stratégique trouve un point d'appui dans la grande bourgeoisie agraire qui, au cours des 40 dernières années, a suivi la trajectoire inverse de celle de 1930 : elle a désindustrialisé son capital et l'a déplacé à la campagne, en le valorisant dans les semailles et l'agro-industrie.

Mais la thèse centrale de toute son orientation économique est de retirer l'intervention de l'État dans tout ce qui concerne la garantie des droits sociaux, considérée comme une *dépense populiste*, et de garantir des conditions extraordinaires de rentabilité au grand capital international afin de stimuler l'investissement direct :

- Baisse des coûts du travail à l'embauche, à l'exploitation et aux licenciements.
- Exemptions fiscales pendant plusieurs décennies, avec élimination des redevances et des taxes sur les importations d'intrants, même s'ils sont en concurrence avec la production locale.
- Libre disponibilité de dollars provenant des réserves du Trésor et absence d'obligation de réinvestissement dans le pays.
- Priorité dans l'utilisation des intrants primaires tels que l'énergie ou l'eau, même s'il y a des pénuries pour la population.

Afin de concrétiser ce projet d'affaires, Milei et ses alliances travaillent depuis janvier à l'adoption de lois à cet effet. La mobilisation sociale, dont deux grèves générales arrachées à la bureaucratie syndicale et une marche massive universitaire, complique cette feuille de route. De même, par une répression brutale, en particulier contre la gauche, le gouvernement a réussi à approuver partiellement sa Loi Bases, qui comprend le RIGI (régime fiscal pour des grands investissements) et des attaques contre la législation du travail.

Ce plan implique une réduction des forces productives, ce qui pourrait accroître la pauvreté, mesurée par l'Observatoire de l'Université catholique, de près de 60 % actuellement à près de 80 % en très peu de temps, et augmenter le chômage en poussant les salaires encore à la baisse. Plus qu'un modèle économique, nous sommes donc confrontés à un plan d'entreprise capitaliste sans concessions.

DÉSÉQUILIBRER LA LUTTE DES CLASSES : BATAILLE CULTURELLE ET CHANGEMENT DE RÉGIME

Pour stabiliser et restructurer le capitalisme et le système politique, le gouvernement Milei a besoin d'une condition clef : modifier les rapports de force sociaux en sa faveur. C'est dans ce sens que s'oriente sa soi-disant *bataille culturelle*, qui est une guerre idéologico-politique pour gagner la conscience des masses :

- Ils appellent *sincérité* la hausse débridée des prix par les sociétés monopolistiques.
- Modifier les schémas d'accumulation du capital en faveur des plus riches, c'est de l'*équilibre fiscal* et d'*arranger la macroéconomie*.
- Les taxer est une *distorsion du marché* qui *décourage l'investissement*.
- Les politiques publiques en matière d'éducation, de santé, de culture et de services sont des *privi-lèges populistes*, des *dépenses*.
- Les mouvements sociaux et les organisations populaires qui organisent des soupes populaires dans les zones les plus pauvres sont *clientélisme* et *corruption*.

L'un des aspects du « bon sens » que le gouvernement libertaire s'efforce d'imposer est qu'avoir des droits sociaux en tant que majorité ouvrière, c'est vivre au-dessus de nos moyens. Et cela se combine avec une offensive répressive et autoritaire contre tous les droits démocratiques :

- Protester et s'organiser, c'est un *crime*.
- Occuper les rues, c'est *perturber l'ordre*.
- La gauche, qui s'oppose à l'ajustement du gouvernement, est *séditieuse et terroriste*.

Et tout cela, avec des initiatives visant à réformer les lois pénales, à durcir les peines, à imposer l'emprisonnement et même à remettre en question les principes de *présomption d'innocence* et de *procès équitable*. Tout cela avec le soutien du pouvoir judiciaire en tant qu'exécutant auxiliaire de cette politique bonapartiste, avec des faux procès et l'infiltration des services de renseignement de l'État dans les manifestations, afin de provoquer des émeutes qui justifient la répression.

Cet échafaudage fait face à un pôle social de force accumulée parmi les travailleurs, la jeunesse,

le mouvement social, les organisations de défense des droits de l'homme et la gauche qui a une longue tradition de lutte et de positions gagnées au cours des dernières décennies. Le volume de force que le projet libertaire doit surmonter explique l'ampleur de son offensive. Mais la polarisation aiguë soulève des doutes quant à la dynamique et à l'issue du conflit : jusqu'où le projet d'extrême droite aura-t-il la force de se stabiliser et de cristalliser une nouvelle hégémonie bourgeoise ? La force du mouvement de masse qui s'y oppose sera-t-elle capable de surmonter l'obstacle des directions politiques et syndicales qui bloquent son plein potentiel ? La réalité de la lutte des classes et l'action politique des forces en présence y répondront.

LE PÉRONISME EN TANT QUE MALADIE OUVRIÈRE SÉNILE

Le pari du tout ou rien du gouvernement libertaire est lié à une faiblesse structurelle du régime politique après l'Argentinazo de 2001. Des deux coalitions bourgeoises qui réunissaient des fractions des partis qui ont alterné au gouvernement pendant des décennies, il ne reste rien ou presque.

D'une part, Milei a avalé la base sociale du PRO³ de Macri, coalition qui a imploré et dispersé l'UCR⁴ en différentes tribus. D'autre part, il a capitalisé sur la énième expérience frustrante du dernier péronisme au pouvoir, qui traverse une phase sénile. Et il joue sur le chantage, puisqu'il n'y a pas d'option politique capitaliste et que le péronisme syndical et politique n'a pas la stratégie de mener le conflit social, parce qu'une sortie prématurée l'obligerait à reprendre le gouvernement sous la pression populaire. Et cela, en période de crise économique, ne serait possible qu'en touchant aux intérêts et aux privilèges de minorité : ne pas payer la dette au FMI, taxer les grandes fortunes et autres variantes de ce genre.

Le péronisme dans toutes ses tendances est le garant du *statu quo* capitaliste. Cela explique les spéculations de ses dirigeants (dont Cristina Kirchner, Kicillof le gouverneur de Buenos Aires, et Juan Grabois en tant qu'« aile gauche ») qui visent 2025, l'année des élections législatives. Ils agissent selon la thèse que « le possible » est la guerre d'usure contre Milei, qu'en appliquant son programme il aggravera le malaise social, que celui-ci sera canalisé dans les urnes et non pas dans les rues maintenant. La dynamique de l'ave-

nir se jouera entre cette spéculation mesquine et les limites de la tolérance des masses à l'égard de l'agression du gouvernement.

GAUCHE : IDENTITÉ, HÉGÉMONIE EN LITIGE, DÉFI

Il y a de la force sociale et de la vitalité pour organiser une résistance centralisée à l'ensemble du plan Milei. Ces six premiers mois d'affrontement l'ont démontré et, en même temps, le blocage des centrales ouvrières et du péronisme face à un plan de lutte discuté et voté en assemblées de base qui centralise le combat contre le gouvernement. C'est pourquoi, en plus de dénoncer le rôle désastreux de ces directions, tout en exigeant qu'elles appellent à des mesures de force, il y a trois tâches centrales qui se conjuguent :

- 1. Soutenir toutes les luttes pour qu'elles triomphent.** Il est essentiel de savoir que nous entrons dans une période de luttes très dures, avec la répression comme règle et, par conséquent, il faut renforcer l'articulation du front unique pour mobiliser, comme nous l'avons fait dès le début du gouvernement Milei. La Coordination multisectorielle indépendante, en tant que pôle d'articulation de la gauche, du syndicalisme militant, des mouvements sociaux, de la culture, des assemblées de quartier et d'autres secteurs est centrale, maintenant face à l'offensive des procès contre les manifestants. Aussi contre les licenciements et la cherté de la vie, pour les salaires et d'autres revendications sociales.
- 2. Réorienter le Front de gauche Unité pour qu'il devienne une véritable alternative au péronisme.** L'Argentine présente une particularité positive au niveau de la gauche : le trotskisme est hégémonique et a supplanté le stalinisme et d'autres variantes réformistes ou presque marginales du centre-gauche. Les principaux partis de ce courant ont convergé dans le FIT Unité, mais seulement en tant que coalition électorale. Milei, avec ses mesures et son récit, accentue la polarisation : il réunit son propre noyau dur d'ultra-droite et fascistoïde, mais de l'autre côté, il provoque en réaction un radicalisme anticapitaliste, antifasciste et de large sensibilité de gauche. Là il y a un large secteur d'activisme ouvrier, jeune et populaire qui s'éloigne du péronisme, ainsi que des sympathisants du FIT-U qui, en termes électoraux, vont de 800 000 à un million et demi de personnes. Mais pour ce propre atout électoral et pour celui qui est en crise et en re-



cherche, le FIT-U ne s'offre jusqu'à présent que comme une option de vote, et non comme une organisation militante pour l'action politique, idéologique et de classe.

Notre proposition est que le FIT-U convoque d'urgence un grand congrès ouvert pour canaliser tout ce potentiel et y débattre, à partir du programme socialiste du front, d'un plan propre qui inclut la lutte immédiate et aussi la construction d'une alternative qui conteste le pouvoir en Argentine. Le MST y proposerait que le FIT-U évolue vers un mouvement politique fonctionnant sur la base de mécanismes démocratiques et avec liberté de tendances. Ce serait un tournant qui organiserait des dizaines de milliers de militant.e.s.

- 3. Gagner une influence majoritaire dans le camp de la gauche.** Chez la gauche révolutionnaire, il y a des points d'accord (le FIT-U en est un) et aussi des nuances et des différences au niveau national et international. La principale est peut-être l'orientation vers le dépassement du péronisme et la préparation des conditions pour influencer la classe ouvrière et le peuple, et disputer le pouvoir. Aucun des principaux partis du FIT-U n'ont d'hégémonie ou de majorité claire. Le mieux serait de se prononcer en faveur de l'issue que nous proposons. Pour cela, il est essentiel d'accroître la force organique, l'insertion sociale, les positions dans les syndicats ouvriers et étudiants, les quartiers et l'influence idéologique de ceux qui pensons essentiellement la même chose pour le cours du processus révolutionnaire dans le pays.

La gauche a une opportunité historique en Argentine. Il est à nous de la saisir. 🐿

1. En Argentine, on appelle *la gauche* ce qu'en France on appelle *l'extrême gauche*.
2. Le Brésil, dont le poids économique régional est bien plus important, n'a pas cela.
3. Proposition républicaine, le parti de l'ex président Mauricio Macri.
4. Union civique radicale, parti bourgeois traditionnel.

Bolsonaro : LE REFLET de L'ESCROQUERIE de LULA et du PT sur les masses brésiliennes

PAR VERÓNICA O'KELLY

Après 13 ans de gouvernements PT en fronts larges avec les secteurs bourgeois, un ancien militaire émerge des profondeurs du parlement brésilien, parlementaire depuis 28 ans sans grande notoriété. Un personnage aux traits autoritaires qui loue l'époque de la dictature militaire, ironise sur les acquis sociaux et s'aligne sur les dirigeants des États-Unis, d'Israël, d'Italie et de Hongrie. Quatre ans plus tard, même après avoir perdu les élections, sans être réélu, le bolsonarisme reste un acteur majeur de la politique brésilienne. Le vaincre est une tâche fondamentale en cette période ; la manière d'y parvenir est le grand débat actuel.

LA RÉALITÉ EST IMPLACABLE AVEC LES ILLUSIONNISTES

Pour comprendre la montée au pouvoir de Bolsonaro, ainsi que l'émergence de l'extrême droite brésilienne, nous devons interpréter ce qui s'est passé au cours de la période précédente, c'est-à-dire pendant plus d'une décennie de gouvernements du PT.

Lorsque Lula est devenu président pour la première fois, les attentes des masses étaient immenses. Mais la déception des secteurs politiques et sociaux n'a pas tardé à se manifester et ils ont commencé à rompre avec ce gouvernement qui répondait aux exigences du marché. Ainsi, en décembre 2003, après avoir refusé de voter en faveur de la réforme des pensions anti-ouvrière, les députés fédéraux qui ont ensuite été connus sous le nom de *radicaux* ont été expulsés et, quelques mois plus tard, ont fondé le PSOL.

Le fait est que l'implacable réalité ne comprend pas d'illusions et quels que soient les efforts discursifs des soi-disant *progressistes*, les masses laborieuses se lassent d'attendre un avenir meilleur qui



ne vient jamais et, dans le sillage de la crise capitaliste mondiale qui s'est ouverte en 2008, Lula et le PT ont tué ces illusions et les ruptures ont grandit. Lorsque le *miracle brésilien*, comme les analystes bourgeois ont appelé la période de croissance tirée par la hausse des *commodities*, a décliné, les problèmes politiques du gouvernement du PT, à ce stade avec Dilma Rousseff à la présidence, se sont accentués.

DILMA, ADMINISTRATRICE DU CHAOS CAPITALISTE

En juin 2013, un mouvement de protestation contre l'augmentation des tarifs des transports publics a eu lieu dans les rues de São Paulo, connu plus tard sous le nom de *jours de juin*. Il s'agissait d'une rébellion menée principalement par la jeunesse. Cette révolte de la jeunesse de São Paulo s'est propagée au niveau national, en devenant un puissant élan de mobilisation contre le gouvernement Dilma. Elle s'est doublée de manifestations dénonçant les dépenses excessives de fonds publics pour la construction de stades et de structures pour la Coupe du monde 2014, exigeant que le niveau des services publics soit égal aux « standards FIFA ». Là aussi, les accusations de corruption dans les méga-projets de la Coupe se sont multipliées.

Malgré cela, le gouvernement Dilma-Temer

(toujours vice-président) est réélu avec beaucoup d'usure. Sous la pression de la crise, il commence dès le début de son mandat à opérer quelques changements, comme la nomination de Joaquim Levy au Ministère des Finances (un homme issu du FMI, de la Banque centrale européenne et à l'époque directeur de Banco Bradesco). Le nouveau ministre a annoncé un ajustement visant à réduire le déficit fiscal. Pour ce faire, il utilise le manuel bourgeois : réduire les dépenses publiques. Fin mai, le gouvernement a annoncé la plus grande réduction budgétaire de l'histoire du pays. Les coupes les plus importantes ont été réalisées dans les domaines de la Santé, de l'Éducation, des Transports, de la gestion des villes, entre autres. De fortes hausses des tarifs de l'électricité, du gaz et des carburants sont également mises en œuvre.

L'EXTRÊME DROITE APPARAÎT COMME UN OUTIL D'UN SECTEUR BOURGEOIS ENHARDI

Début février 2015, la popularité de Dilma est tombée de 42 % à 23 %. De là à la destitution, le chemin a été direct pour un secteur de la bourgeoisie qui, inquiet des bouleversements sociaux à l'extérieur et de la montée qui pourrait s'exprimer à nouveau à l'intérieur, a décidé de se débarrasser de la gestion du PT, qui ne parvenait plus à gérer le conflit social en disciplinant la classe ouvrière avec l'illusion de la conciliation de classe.

Dès lors, les entreprises, le capital financier et l'impérialisme, à la recherche d'options pour gouverner le pays, ont commencé à prêter attention à un député qui, bien qu'il ne se soit jamais distingué au cours de ses 28 années de travail parlementaire, est apparu avec un nouvel allié qui lui a ouvert des portes, en particulier dans les bureaux de Faria Lima, la célèbre avenue de São Paulo où se concentre le marché financier.

La presse bourgeoise a fait campagne en reflétant ce que certains ont appelé la *lune de miel* du marché avec Bolsonaro, alors que Guedes promet d'en finir avec ce qu'il appelle l'*État dysfonctionnel*, héritage d'un modèle interventionniste et centralisateur de la dictature militaire que les gouvernements précédents n'ont pas su réformer. Ainsi, avec ses promesses de réformes anti-populaires, réduction des dépenses publiques, privatisations et d'avantages pour le marché financier et l'agro-business, Bolsonaro est devenu le candidat préféré pour assumer la présidence du pays.

LA CONSTRUCTION IDÉOLOGIQUE POUR CRÉER LE « MYTHE »

Jair Bolsonaro se consacrait depuis longtemps à attiser l'arriération conservatrice. Misogyne, LG-BT-phobe, raciste, défenseur du conservatisme évangélique, de la dictature militaire et lié aux milices et au crime organisé de Rio de Janeiro. Alors, avec le soutien d'une grande partie des capitalistes et du marché financier, un personnage a émergé qui promet de s'opposer à tout ce qui a été fait jusqu'à présent, un « anti-système » qui est en phase avec les sentiments des masses frustrées par le projet progressiste du PT. Par ailleurs, l'absence d'une alternative de gauche ayant du poids parmi les masses, comme aurait pu l'être le PSOL, a facilité la montée de l'extrême droite qui a capitalisé sur la colère du peuple brésilien.

C'est ainsi qu'un homme médiocre comme Bolsonaro devient un « mythe » - c'est ainsi que l'appelle la base radicalisée bolsonariste - qui promet un avenir de prospérité, sauvant les valeurs conservatrices comme garantie de succès pour une société qui n'arrive pas à sortir du cercle de la pauvreté et de la marginalité sociale.

BOLSONARO PERD SES FORCES PLUS VITE QUE PRÉVU

L'extrême droite au pouvoir a rapidement commencé à désillusionner certains secteurs. Peu après son entrée en fonction, elle a dû faire face à des mobilisations de jeunes venus de tout le pays pour défendre l'université publique, à des casserolades et à des manifestations contre la politique de destruction de l'environnement, à des grèves et à des processus de lutte dans différents secteurs ouvriers.

En même temps, en réponse, le gouvernement a commencé à appeler à des manifestations de soutien. Celles-ci prennent des ampleurs différentes selon le moment politique, mais elles deviennent un outil que l'extrême droite utilise dans la lutte pour le pouvoir. Même aujourd'hui, maintenant hors du gouvernement, elle parvient à mobiliser 200 000 personnes, comme elle l'a fait en février 2024 en soutien à Bolsonaro.

La seule victoire du gouvernement a été la réforme des retraites et, du fait de sa faiblesse croissante, il finit par voter une loi de mi-mandat qui contredit les attentes des capitalistes. Il ne parvient pas à voter la réforme fiscale et encore moins à faire avancer la privatisation des entreprises publiques. La pandémie est venue confirmer l'imposture d'un

président incapable de gérer les revendications populaires. Au lieu d'essayer de répondre à la catastrophe sociale produite par le Covid-19, Bolsonaro a apporté d'autres problèmes qui ont entraîné un affaiblissement supplémentaire du régime démocratique bourgeois brésilien déjà malmené.

Des mobilisations massives sous le slogan *Dehors Bolsonaro !* Ce processus relativement spontané a pris une telle ampleur qu'il a dépassé les attentes des organisateurs et a sans doute surpris les directions liées au PT et à Lula, qui se lançaient déjà dans la campagne électorale 2022. Le PT et ses alliés ont mis du temps à prendre le contrôle de ce processus de mobilisation. Il y a eu plusieurs mois de montée qui ont usé le gouvernement et l'ont plusieurs fois mis en danger de tomber, mais malheureusement pendant cette période aucune direction forte n'a émergé pour surmonter les dirigeants réformistes et ainsi la campagne *Lula président* gagnait du terrain, canalisant la mobilisation vers l'issue électorale.

BIEN QU'IL PERDE LES ÉLECTIONS, LE PHÉNOMÈNE BOLSONARO N'EST PAS VAINCU

En 2022, Lula passe un accord et lance sa candidature avec l'ancien gouverneur de São Paulo et leader de la droite traditionnelle brésilienne, Geraldo Alckmin, comme vice-président. La Faria Lima affiche son soutien, qui s'exprime rapidement dans la ligne éditoriale du puissant Rede Globo et de la plupart des médias bourgeois. Il était clair que Bolsonaro n'avait plus la confiance de la bourgeoisie brésilienne, qui s'était ralliée à la campagne Lula-Alckmin.

Mais l'extrême droite bolsonariste, désormais recomposée du processus de mobilisation, brandit à nouveau les bannières qui ont réussi à la porter au pouvoir : l'anti-petisme, recette magique pour dialoguer avec la frustration des masses à l'égard du PT et de Lula. Le résultat électoral du second tour a été très serré, laissant Bolsonaro avec une défaite électorale, mais sans défaire son projet, qui reste à influencer de larges secteurs des masses.

ALORS, COMMENT LE VAINCRE ?

Faute d'avoir vaincu le gouvernement Bolsonaro par la mobilisation, l'extrême droite continue d'être un acteur majeur de la réalité brésilienne. Elle gouverne des États - dont le plus grand du pays, Sao Paulo -, a un poids parlementaire, mobilise dans la rue. Cela montre que ce n'est pas par la voie électorale mais sur le terrain de la lutte des classes que

nous pouvons réellement affronter ce projet.

Le possibilisme défend l'illusion de miser sur des fronts larges dans le but d'arrêter la croissance du bolsonarisme. La thèse est qu'il faut opter pour le *moindre mal* afin de maintenir les libertés démocratiques fondamentales qui sont actuellement menacées. C'est pourquoi, selon eux, il est juste de s'unir avec des partis bourgeois, y compris des partis de droite, tant qu'ils se déclarent en faveur des institutions du régime démocratique bourgeois. Ils affirment aussi que le gouvernement Lula-Alckmin doit être défendu sans critique, car cela revient à renforcer l'extrême droite.

La dure réalité montre que ces gouvernements « démocratiques » sont responsables de la montée de l'extrême droite parce qu'ils sont incapables de répondre aux demandes des masses qui, frustrées, cessent de les soutenir et sont capturées par le bolsonarisme. La politique qu'ils nous proposent ne fait pas et ne fera jamais échec à la croissance de l'extrême droite. En fait, cette politique erronée la renforce.

CONSTRUIRE UN OUTIL SOCIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE EST LE MEILLEUR ANTIDOTE

Malheureusement, au Brésil, aucune alternative politique de gauche, indépendante et socialiste n'a émergé avec une influence suffisante pour interpeller les masses. Le PSOL, aujourd'hui hégémonisé par une direction réformiste, adaptée au régime et assimilée au gouvernement, a dégénéré et abandonné l'objectif anticapitaliste de ses origines. Les courants centristes, qui oscillent dans leurs positions, ne luttent pas de manière cohérente contre la direction majoritaire, et la gauche révolutionnaire a été réduite et est aujourd'hui très marginale au sein du parti.

D'autre part, la gauche sectaire, avec à sa tête le PSTU, et le stalinisme auto-proclamatoire de l'Unité Populaire et du PCB, entravent tout processus d'unité de la gauche indépendante, éloignant la possibilité de l'émergence d'un pôle à gauche du PT.

Nous misons sur la mobilisation pour vaincre Bolsonaro et l'extrême droite, aucun chant de sirène ne doit nous éloigner des luttes et des rues, tandis que nous militons pour construire une alternative politique de gauche, socialiste, révolutionnaire et internationaliste qui puisse non seulement vaincre Bolsonaro, mais tout transformer et construire un système où la majorité travailleuse décide des ressources, de la richesse sociale et démocratiquement de l'organisation de la société et de la production, c'est-à-dire un système socialiste. 🐞

L'expérience Bukele : ORIGINES, ACTUALITÉ ET DYNAMIQUE

PAR ALEJANDRO DREYFUS

El Salvador, au cœur des Amériques, connaît depuis cinq ans un processus de réorganisation sociopolitique. De la révolution centraméricaine d'il y a 40 ans à la crise du bipartisme, incapable de résoudre les principaux problèmes qui affectent directement la grande majorité de la population, exploitée et appauvrie. L'effondrement de l'ARENA et la désillusion des masses à l'égard de Farabundo Martí. La crise de ce système capitaliste néocolonial, corrompu et antipopulaire est à l'origine de l'émergence du « dictateur le plus cool du monde ». Dans cet article, nous essayons d'apporter notre point de vue sur l'émergence de Nayib Bukele.

Au cours des années 1980, dans le cadre du processus révolutionnaire qui a secoué l'Amérique centrale, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a acquis une influence massive au Salvador. Directement et organiquement liée au castrisme cubain, cette organisation a rassemblé tous les partis d'opposition, du parti communiste aux partis chrétiens-socialistes. Cette confluence est le résultat de l'unification de toutes les forces opposées aux gouvernements dictatoriaux pro-yankees qui se sont succédé dans le pays depuis 1944.

Le Farabundo, avec sa stratégie de front populaire et de conciliation des classes, avait à l'ordre du jour la lutte pour le pouvoir dans notre pays, mais il a cédé à l'orientation de Cuba et du sandinisme, qui ont convenu dans les accords de Contadora et d'Esquipulas de contenir le processus en cours dans le cadre de la démocratie bourgeoise et, surtout, du capitalisme. Ils ont ainsi évité la chute révolutionnaire du gouvernement salvadorien dans les années 1980 et ont ouvert la voie à un processus qui a abouti aux



accords dits de paix, qui ont ouvert la voie à la pleine intégration dans le régime démocratique bourgeois de Farabundo et à la construction d'un système bipartite qui a géré la matrice capitaliste dépendante du pays jusqu'à l'émergence du Bukele.

De toute évidence, ils ont manqué l'occasion historique, sur la ligne du stalinisme cubain et de leurs partenaires sandinistes, de faire avancer une rupture anticapitaliste dans le pays. À l'autre pôle du régime, les forces de la bourgeoisie terrienne favorable à la Maison Blanche ont formé leur propre bras politique : l'ARENA. La Constitution de 1983 légalise des changements cosmétiques sur la base d'un pacte d'impunité pour les crimes de la dictature et de mesures tièdes dans le domaine agricole. L'essence de la matrice capitaliste a été maintenue dans le cadre de la subordination au FMI et à l'impérialisme.

Au cours de ces années, les gouvernements ARENA ont appliqué des politiques de privatisation et ont dollarisé le pays, rendant l'économie plus coûteuse pour les travailleurs et supprimant des milliers d'emplois. Les coupes budgétaires sauvages ont prédominé. Au début des années 2000, le parti Farabundo Martí a réussi à capitaliser sur l'érosion de la droite au pouvoir et est arrivé au pouvoir en promettant un changement radical vers le « socialisme du 21e siècle » et une révolution démocratique. Cependant, la profondeur de la crise économique et sociale structurelle exigeait des changements fondamentaux

fondés sur la mobilisation des masses et non sur le rafistolage des cadres de la démocratie bourgeoise, de sorte qu'entre ses propres limites et le boycott de la droite pro-yankee, le Front n'a été qu'un administrateur de plus des intérêts transnationaux.

DÉCOMPOSITION CAPITALISTE ET GANGS

La bourgeoisie salvadorienne avait promis qu'une fois la « paix » obtenue avec les accords de 1992, le pays entrerait dans le nouveau millénaire avec des espoirs de développement et de réconciliation. Cependant, les politiques des gouvernements ARENA ont confié la reconstruction économique du pays au marché. La vague de privatisations a laissé des milliers de travailleurs à la rue, a rendu la vie plus chère et a offert des politiques de soutien social minimales aux secteurs les plus pauvres. Les zones franches pour les entreprises étrangères ont généré une migration massive vers les nouveaux centres industriels, ainsi que le retour des personnes déplacées par le conflit armé et l'expulsion des réfugiés des États-Unis.

Cette situation a engendré des poches d'extrême pauvreté dans tout le pays, une croissance non réglementée du commerce informel et des milliers de jeunes sans accès à l'éducation, à la santé, aux services de base ou à l'emploi, créant ainsi un terrain propice à l'apparition de gangs. Les gangs salvadoriens sont apparus en Californie dans les années 1980 au sein des communautés salvadoriennes marginalisées face à l'exclusion et à la menace du trafic de drogue et des gangs mexicains. Barrio 18, dit « la 18 », et Mara Salvatrucha 13, dit « MS », se sont déclarés rivaux dans le sud de Los Angeles et, avec les déportations massives, se sont installés dans les bidonvilles salvadoriens, où ils se sont développés rapidement.

Les gouvernements ARENA ont mis en œuvre des plans *mano dura* basés sur la répression, identifiant ces groupes comme des « modes de jeunes », tout en négociant toujours au sommet avec les chefs de gangs. Mais le problème est plus profond. Les gangs offraient une protection aux jeunes marginalisés qui n'avaient pas d'opportunités. La répression sélective n'a pas résolu le problème et les gangs ont pris le contrôle des quartiers, passant des vols et des agressions à l'extorsion, aux enlèvements et à la collecte du « loyer » - une taxe sur les entreprises, les travailleurs du secteur des transports, les camionneurs et les commerçants.

En 2009, El Farabundo a remporté les élections présidentielles en promettant un changement radical, parallèlement à une recrudescence de la violence des

gangs. En 2010, La 18 a mis le feu à un bus rempli de passagers, un acte terroriste qui a choqué le pays et a conduit le soi-disant gouvernement de changement à militariser la sécurité publique, en suivant les recettes d'ARENA et en concluant également des pactes avec certains chefs de gangs. Les mesures cosmétiques dans le domaine social n'étaient que des rustines. C'est précisément parce que les gangs sont ancrés dans la décomposition capitaliste, le manque de perspectives pour les jeunes et la corruption structurelle de l'État bourgeois. C'est aussi la raison de l'échec du progressisme salvadorien face à ce fléau, qui nécessite des mesures économiques structurelles et une mobilisation sociale pour démanteler cette entreprise marginale.

LE BUKELÉ ÉMERGENT : VECTEUR DE DÉSILLUSION ET DE NOUVELLES ATTENTES

C'est dans ce contexte difficile et violent qu'émerge la figure de Nayib Bukele. Son père, Armando Bukele, descendant d'immigrés palestiniens et homme d'affaires, était un référent Farabundo, ce qui a aidé Nayib, expert en publicité, à commencer sa carrière politique au sein de ce parti. En 2012, il devient maire de Nuevo Cuscatlán, une petite ville proche de San Salvador, où son marketing politique et ses projets sociaux lui valent un soutien populaire, lançant ainsi sa carrière fulgurante. En 2015, le FM l'a candidaté à San Salvador, battant ARENA et marquant de son empreinte la « récupération du centre historique », un projet de plusieurs millions de dollars visant à expulser les vendeurs et les entreprises informelles au cœur de San Salvador, un espace historiquement dominé par les gangs.

Malgré son succès, son caractère pragmatique et personnalisé a généré des conflits au sein de Farabundo, qui l'a expulsé avant les élections de 2019. Bukele, sans parti, s'est présenté en s'appuyant sur les membres de la GANA, un parti dissident de l'ARENA accusé de corruption et de trafic de drogue. Il a remporté les élections en canalisant le mécontentement social et en promettant des projets dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures, tout en mettant l'accent sur l'éradication des gangs. Tout le programme « social » est reporté et l'accent est mis sur la lutte contre le fléau des gangs. Dès son arrivée à la présidence, le nombre d'homicides a fortement diminué, grâce à son « plan de contrôle territorial », un plan secret connu uniquement des proches du président. En l'absence d'approbation législative pour sa troisième phase, il

envahit le Congrès avec l'armée en février 2020, tentant un auto-coup d'État et prétendant avoir parlé à Dieu. En 2021, son parti, les Nouvelles idées, obtient la majorité à l'assemblée législative et destitue la Cour constitutionnelle et le procureur général.

En mars 2022, à la suite d'attaques et d'assassinats perpétrés par des gangs, le Congrès a décrété un régime d'exception, suspendant les garanties constitutionnelles et accordant les pleins pouvoirs au président. Ce régime donne à Bukele toute latitude pour persécuter, emprisonner et réprimer les membres des gangs, mais aussi les opposants, la presse indépendante, les syndicats, les paysans et l'activisme social qui le remettent en question.

AU-DELÀ DU MARKETING POLITIQUE, IL Y A UNE MATRICE CAPITALISTE

Lorsque Bukele s'est présenté pour le parti Farabundo Martí, il s'est présenté comme un homme politique de gauche, voire socialiste. Toute cette narration électorale d'un personnage opportuniste est complètement derrière lui. Son modèle économique capitaliste présente plusieurs caractéristiques marquantes :

- L'ouverture aux entreprises technologiques transnationales est essentielle, de même que l'investissement étranger dans le secteur technologique, ciblant principalement les start-ups américaines et israéliennes. L'une de ses politiques les plus controversées a été l'approbation du bitcoin comme monnaie légale, afin d'attirer les capitaux à tout prix. Cependant, son impact sur la classe ouvrière et l'économie populaire a été inexistant. La plupart des Salvadoriens continuent d'utiliser le dollar et les envois de fonds des États-Unis, qui représentent 20 % du PIB, pour leur vie quotidienne.
- Un autre point fort du modèle économique bukeliste est le tourisme, qui consiste à promouvoir des événements sportifs et de divertissement pour présenter un pays en développement au monde, à la manière des dictatures des années 1970 qui vendaient le « pays du sourire » au monde entier. Mais l'expropriation et la privatisation de terres pour le développement de projets hôteliers et immobiliers étrangers sont monnaie courante. Le clan présidentiel a créé des projets hôteliers le long de la côte avec des impacts socio-environnementaux dramatiques pour la région.
- La spéculation immobilière, basée sur des exoné-

rations fiscales pour les grands promoteurs et sur un régime de travail précaire et informel, était un autre pilier.

Mais l'essentiel était le mécanisme de l'endettement international et l'utilisation des fonds de pension comme petite caisse de l'État. Pendant le mandat de Bukele, la dette a augmenté de 10 milliards de dollars, plus que les trois derniers gouvernements réunis, et les obligations de pension ont ajouté 10 milliards de dollars supplémentaires pour les « dépenses courantes » de l'État à partir de l'épargne des travailleurs.

L'économie est faible, liée au FMI et aux banques privées, avec des politiques d'ajustement dans les domaines de la santé, de l'éducation et du logement. Bref, un capitalisme pro-impérialiste pur et simple.

LES NUAGES SOMBRES À L'HORIZON ET NOS TÂCHES

La classe ouvrière et les secteurs populaires, maintenant que la guerre contre les gangs est terminée, vivent une expérience matérielle très difficile : inflation et gel des salaires. La clé de tout reste le flux des envois de fonds. La matrice économique du pays n'a pas changé et les conditions de pauvreté et d'informalité ont augmenté.

Avec la « récupération du centre historique », des milliers de vendeurs et de travailleurs informels ont été poussés dans la misère sans autre option d'emploi, et la gentrification des villes a ouvert les portes à des entreprises détenues presque exclusivement par des capitaux chinois et nord-américains. La réalité matérielle des Salvadoriens reste précaire et l'expression du mécontentement par les luttes et les protestations n'a été que légèrement retardée, mais pas supprimée. C'est une question de temps.

Ce qui est décisif, en tant que tâche pour les nouvelles générations d'activistes qui commencent lentement à s'exprimer parmi les jeunes, c'est de construire une perspective de gauche anticapitaliste et authentiquement socialiste, qui répudie toute parenté avec les fausses versions de cette identité telles que le sandinisme, le stalinisme cubain ou le chavisme, et qui recrée une nouvelle étape d'accumulation politique avec une vision centraméricaine et internationaliste. Le militantisme de la Ligue socialiste internationale dans toute cette région du monde s'active avec cette stratégie. Nos peuples ont une réserve de lutte. La clé est de construire une force politique organique avec un programme révolutionnaire pour intervenir dans les luttes qui ne manqueront pas d'arriver. 🌟

L'extrême droite et le fondamentalisme religieux EN ASIE DU SUD

PAR IMRAN KAMYANA



À l'heure où nous écrivons cet article, la grande et puissante armée pakistanaise, par l'intermédiaire de son gouvernement de marionnettes, se prépare à une nouvelle « opération » contre l'insurrection islamiste dans les régions du nord-occidental du pays. Ce qui était historiquement

la patrie des Pachtounes a été divisé en 1893 le long de la ligne Durand, longue de 2 640 kilomètres, en ce que l'on appelle aujourd'hui

le Pakistan et l'Afghanistan. Cette division a été effectuée par le colonialisme britannique dans le cadre du Grand Jeu (la rivalité entre l'Empire britannique et la Russie tsariste) et de ses autres projets en

matière de spoliation et de saccage de l'Asie du Sud.

L'idée d'une nouvelle opération militaire, la dix-huitième du type en vingt ans environ, a suscité des émois non seulement parmi les masses, en particulier dans les zones tribales de Khyber Pakhtunkhwa (province du nord-ouest dominée par les Pachtounes), mais aussi dans les diverses sections de la bourgeoisie qui ont récemment

perdu l'approbation de l'État ou qui ont historiquement une relation problématique avec lui, dont le PTI d'Imran Khan et certains partis nationalistes. Si ces sections de l'élite politique craignent à juste titre que l'opération soit utilisée comme un outil de répression et d'instrumentalisation politique supplémentaire, les masses, quant à elles, ont leurs propres préoccupations. Les opérations précédentes ont causé bien plus de tort aux gens ordinaires qu'aux groupes terroristes qu'elles visaient, entraînant une série interminable de disparitions forcées, d'énormes déplacements internes, d'exécutions extrajudiciaires, de destructions de maisons et de moyens de subsistance, ainsi qu'une foule d'autres « dommages collatéraux ».

L'oppression de l'État, la violence et le chaos qui en résulte ont été l'un des principaux déclencheurs du mouvement Pashtun Tahaffuz (PTM), un mouvement nationaliste qui a le soutien populaire de la population pachtoune, principalement dans les zones tribales. Le PTM, ainsi que

les divers mouvements régionaux qui s'y rallient, exigent entre autres que les militaires impliqués dans des crimes contre des personnes ordinaires rendent des comptes, que les milliers de « disparus » soient retrouvés et qu'il soit mis fin à la politique des « bons » et des « mauvais » talibans, respectivement, les groupes de talibans parrainés par l'État pakistanais qui travaillent sous son contrôle et ceux qui opèrent contre lui, principalement guidés par des puissances impérialistes rivales, dont l'Inde.

Les efforts de l'État pakistanais, conformément à la politique officielle de « profondeur stratégique » visant à établir un régime « amical » (c'est-à-dire fantoche) à Kaboul, ont été largement frustrés après la défaite et le retrait honteux des forces de l'OTAN. Après l'invasion des États-Unis en Afghanistan en 2001, la politique pakistanaise a consisté principalement en un double jeu dans lequel des éléments corrompus au sein de l'establishment militaire ont continué à soutenir l'insurrection talibane, tandis qu'en termes officiels, le pays est resté un « partenaire » dans ce que les États-Unis appellent la *guerre contre le terrorisme*. Cette fracture au sein de l'État profond pakistanais a été l'un des principaux facteurs contribuant à une situation de guerre civile dans le pays au cours des deux dernières décennies environ. Plus de 70 000 personnes, principalement des civils mais aussi des membres des forces de sécurité, sont mortes jusqu'à présent dans ce chaos sans fin d'effusion de sang et de terrorisme. Les crimes commis au cours de cette guerre impérialiste en Afghanistan, tant par les forces de l'OTAN que par les talibans, sont horribles, avec d'innombrables victimes et la majeure partie d'un pays déjà dévasté par la guerre... littéralement transformé en ruines. Pourtant, après avoir pris le pouvoir pour la deuxième fois, le régime taliban n'a pratiquement rien fait pour contrôler ses groupes alliés impliqués dans des activités terroristes au Pakistan (les *talibans pakistanais*, généralement connus sous le nom de TTP), y compris des attaques meurtrières contre les forces de sécurité.

Ces derniers mois, les relations bilatérales se sont détériorées au point que le Pakistan a mené des frappes aériennes à l'intérieur de l'Afghanistan (entraînant des tirs de représailles de la part des talibans de l'autre côté de la frontière) et s'est adressé aux Nations unies pour forcer les talibans à régler la question du TTP, alors que les respon-

sables du régime taliban ont raillé, humilié et, parfois, directement menacé le Pakistan sur Twitter et ailleurs. À cet égard, le Pakistan a également tenté d'exercer une pression sur les talibans par l'intermédiaire de la Chine, principal investisseur en Afghanistan, proche allié des talibans et seul pays au monde à reconnaître les talibans comme le gouvernement légitime de l'Afghanistan. Il ne fait aucun doute qu'il existe encore des factions pro-pakistanaises au sein des « talibans », terme générique désignant plusieurs groupes fondamentalistes armés alliés dont l'équilibre des forces est délicat et qui donnent parfois lieu à des luttes internes ouvertes.



Ce que l'on peut conclure sans aucun doute, c'est que le Pakistan n'est pas en mesure de les influencer ou de les contrôler comme il le faisait dans un passé pas si lointain. Ils ne sont plus aussi dépendants du Pakistan pour les armes, l'argent et le soutien stratégique qu'ils l'étaient avant le retrait des forces de l'OTAN. En plus, après leur arrivée au pouvoir, ils ont trouvé en la Chine un allié régional beaucoup plus riche et puissant, qui a investi massivement dans l'exploitation des immenses réserves minérales de la malheureuse terre qu'ils gouvernent. Il se peut également qu'ils utilisent des groupes tels que le TTP comme monnaie d'échange non seulement avec le Pakistan, mais aussi avec la Chine. Dans ce dernier cas, certains groupes djihadistes, sous l'influence des Talibans, pourraient causer des problèmes au régime chinois dans ses régions à majorité musulmane déjà complexes. Par ailleurs, il serait problématique pour les Talibans de prendre des mesures contre le TTP, car cela pourrait entraîner des divisions et une désintégration plus profondes au sein des Talibans. Par

conséquent, les liens d'au moins certains groupes du TTP avec diverses factions de l'État profond pakistanais en raison d'intérêts économiques et stratégiques communs ont été un fait indiscutable, ce qui a conduit à la catégorisation susmentionnée des Talibans en « bons » et « mauvais ».

Tout cela montre que, grâce aux politiques et aux interventions criminelles de l'impérialisme états-unien, en particulier depuis 1979, cette partie du monde s'est désespérément enlisée dans le bourbier sanglant de la guerre, du terrorisme et d'un réseau de plusieurs milliards de dollars lié au trafic de drogue et à la criminalité, qui constitue une source essentielle de financement pour les talibans et les groupes terroristes similaires, mais qui est également profondément ancré dans l'État, la société et la politique pakistanais, et qui effiloche l'ensemble du tissu social du pays.

Bien que le fondamentalisme islamique ne soit pas un phénomène nouveau, il a récemment acquis un caractère particulièrement nocif et réactionnaire. Avec la chute du monde islamique et son occupation ultérieure par les puissances impérialistes occidentales, certains mouvements islamiques renaissants ont offert une résistance au colonialisme. La révolution bolchevique de 1917 en Russie a offert une nouvelle vision du monde et un nouveau programme aux éléments les plus avancés et les plus authentiques de ces mouvements. Nombre d'entre eux étaient présents au Congrès des peuples d'Orient organisé par les bolcheviks à Bakou en 1920. Cependant, comme c'est le cas dans le sous-continent indien, même à cette époque, les patrons coloniaux ont orchestré la naissance de nouvelles sectes hindoues et islamistes adaptées à leurs intérêts sociaux et politiques. Ces tendances religieuses réactionnaires ont été utilisées pour semer les graines des divisions et des préjugés religieux, pour pacifier la population locale en détournant son attention vers l'au-delà et pour désorienter les mouvements de lutte contre le colonialisme.

Dans le monde de l'après-guerre, c'est le secrétaire d'État américain John Foster Dulles qui a conçu la politique consistant à utiliser le fondamentalisme islamique moderne pour saboter les mouvements et les régimes de gauche du monde musulman susceptibles de représenter une menace pour l'impérialisme. Dans les décennies qui ont suivi la guerre, de forts courants de gauche ont émergé

dans ces pays et le mécontentement social qui s'est infiltré dans les forces armées respectives a abouti à des coups d'État qui ont conduit au renversement de gouvernements bourgeois laquais et à la formation de régimes que l'on peut largement qualifier de bonapartistes prolétariens ou d'États ouvriers déformés (Syrie, Yémen, Somalie, Éthiopie, etc.). De même, Jamal Abdul Nasir et Zulfikar Ali Bhutto sont arrivés au pouvoir en surfant sur les vagues du populisme de gauche en Égypte et au Pakistan, respectivement, et en lançant un processus de nationalisation, tandis que le plus grand parti communiste en dehors des pays du Pacte de Varsovie a vu le jour en Indonésie.

Des évolutions similaires dans de nombreux autres pays musulmans ont ébranlé les centres impérialistes occidentaux. Leur réponse a été de nourrir et de parrainer des groupes islamistes, armés ou non, dans l'ensemble du monde musulman, en tant qu'outil de réaction et de contre-révolution, afin de sauvegarder l'ordre mondial impérialiste. Parmi les exemples, citons le Jamaat-e-Islami au Pakistan, l'Ikhwan-ul-Muslimeen en Égypte et dans d'autres pays arabes (qui deviendra plus tard le Hamas en Palestine), le Front islamique du salut en Algérie et le Sarekat-e-Islam en Indonésie. Des strates du lumpen-prolétariat et des jeunes chômeurs, des sections arriérées de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, y compris des petits entrepreneurs et des commerçants, ont constitué la base sociale traditionnelle de ces courants, qui n'hésitent pas à recourir aux méthodes les plus barbares et les plus fascistes contre leurs opposants chaque fois que cela est possible. Cependant, le fondamentalisme islamique n'a pas été en mesure de développer une base sociale de masse et de s'imposer de manière décisive dans la plupart des pays musulmans, y compris le Pakistan.

Dans le même ordre d'idées, pour contrer la révolution Saur d'avril 1978 en Afghanistan, la CIA a lancé l'opération Cyclone en juin 1979, quelque six mois avant l'entrée des troupes russes dans le pays. Le régime révolutionnaire du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) avait audacieusement entrepris la tâche historique de sortir l'Afghanistan de siècles d'arriération et de misère grâce à des mesures comprenant l'abolition des prêts usuraires et d'exploitation grossière accordés aux paysans pauvres, des réformes agraires, l'élimination des normes, des traditions

et des lois réactionnaires qui empêchaient les paysans d'avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement ; l'élimination des normes, traditions et lois réactionnaires qui traitaient les femmes comme des animaux ; la séparation de l'État et de la religion ; des programmes d'alphabétisation d'urgence ; des plans pour la fourniture de soins de santé et d'une éducation gratuits ; une distribution équitable de l'eau ; et le début de la construction d'une base industrielle. Ces développements ont tiré la sonnette d'alarme dans les centres impérialistes, d'Islamabad à Riyad et de Bruxelles à Washington.

L'opération Cyclone consistait essentiellement à soutenir des groupes islamiques fondamentalistes armés contre le gouvernement révolutionnaire de Kaboul, principalement par l'intermédiaire des États pakistanais et saoudien. Parmi d'autres djihadistes venus des pays arabes et d'ailleurs. Oussama ben Laden a également été recruté dans le cadre de ce processus, qui a donné naissance à Al-Qaïda et aux Talibans. À l'époque, le président américain Ronald Reagan a décrit les *moudjahidines* comme ayant « une morale proche de celle des pères fondateurs des États-Unis ».

Pour financer ces djihadistes, la CIA a mis en place un vaste réseau de fabrication et de distribution de drogues dans la région. Un réseau qui s'est développé au cours des décennies suivantes, générant des quantités massives d'argent sale, qui continue d'alimenter le fondamentalisme islamique et le terrorisme dans la région. Dans cette optique, ces groupes terroristes, y compris les Talibans, peuvent être considérés comme quelque peu similaires aux cartels de la drogue mexicains et colombiens en termes d'économie, de méthodes et d'interaction avec l'État.

De même, les États-Unis ont soutenu la dictature militaire de Zia-ul-Haq, qui avait pris le pouvoir en renversant le gouvernement de Zulfikar Ali Bhutto, après que ce dernier eut perdu une grande partie de sa crédibilité auprès des masses laborieuses à la suite d'une expérience ratée de réformisme de gauche. Le régime de Zia a créé des milliers de *madrasas* (séminaires religieux) tout au long des années 1980 dans l'ensemble du Pakistan, en particulier dans la région pach-toune susmentionnée qui borde l'Afghanistan, afin de fournir des enfants et des jeunes issus de familles pauvres comme fantassins pour la guerre impérialiste contre-révolutionnaire menée en Afghanistan. Le programme de ces séminaires a

été conçu et imprimé par la CIA aux États-Unis, et les mathématiques de base de ces livres ont été expliquées en utilisant le nombre de fusils, de balles, de grenades et de soldats communistes tués comme unités ! Il en allait de même pour la grammaire et les alphabets, qui étaient enseignés sous la forme « A comme Allah », « Y comme Yihad », etc. Il est intéressant de noter que le terme *taliban* signifie littéralement *étudiant*, en référence aux étudiants de ces séminaires qui, une fois de plus, devenant une entreprise rentable, continuent de se développer en taille et en nombre jusqu'à aujourd'hui. Selon une estimation, quelque 40 000 *madrasas* sont actuellement en activité dans le seul Pakistan, fabriquant de l'extrémisme religieux, du fondamentalisme et de la haine à une échelle industrielle. Il n'y avait que quelques centaines de ces madrassas lorsque Zia était à la tête du pays !



Après avoir pris le pouvoir en 1978 et pendu Bhutto en 1979 lors d'un simulacre de procès, le régime de Zia, soutenu par les États-Unis, a également lancé un gigantesque programme d'oppression de masse et d'islamisation de la société pakistanaise afin d'endiguer toute résistance de classe et de s'assurer que les événements révolutionnaires de 1968-1969, qui, résultat tragique des politiques stalinienne et de l'absence d'un véritable parti marxiste, avaient porté Bhutto au pouvoir, ne se répéteraient pas. Les flagellations publiques de journalistes progressistes et de militants politiques sont devenues la norme ; des tribunaux militaires ont été mis en place pour emprisonner, torturer et parfois pendre les militants de gauche les plus radicaux ; les syndicats



d'étudiants ont été interdits (et restent illégaux à ce jour) ; Les médias privés ont été fortement censurés tandis que les médias publics sont devenus un outil mortel de propagande conservatrice et islamiste ; la Constitution a été modifiée pour y inclure des clauses réactionnaires et des lois discriminatoires à l'égard des minorités et des femmes ont été introduites ; la pensée critique a été découragée à tous les niveaux et dans toutes les sphères de la vie sociale. Les sectes islamiques plus radicales et réactionnaires, en particulier les variantes de l'islam salafiste-wahhabite importées d'Arabie saoudite, ont été encouragées avec le soutien total de l'État ; la politique et les activités politiques ont été officiellement rejetées ; les lois sur le blasphème de l'ère coloniale britannique ont été modifiées pour introduire des peines allant de l'emprisonnement à vie à la peine de mort ; les programmes scolaires ont été considérablement révisés pour encourager un état d'esprit plus conservateur et non scientifique chez les jeunes ; et les personnes ayant une vision fondamentaliste ont été recrutées en masse dans l'appareil de l'État.

Le principal parti politique islamiste de l'époque, le Jamat-e-Islami, ainsi que son organisation étudiante, ont joué le rôle de l'équipe B du régime draconien. La dictature de Zia, en somme, a impliqué tout ce qu'une contre-révolution implique habituellement. Le djihad qu'il

a soutenu en Afghanistan s'est rapidement étendu au Pakistan, empoisonnant le pays avec une lumpénisation généralisée, des kalachnikovs, la violence sectaire et l'abus de drogues, étouffant toute la société et pulvérisant les valeurs progressistes de l'art et de la culture.

C'est également à cette époque qu'une part considérable des innombrables pétrodollars provenant d'Arabie saoudite et d'autres monarchies du Golfe pour financer le soi-disant djihad afghan a commencé à alimenter l'establishment militaire pakistanais, y compris la principale force d'espionnage du pays, l'ISI, qui est devenue en quelques années l'une des agences de renseignement les plus puissantes et les mieux financées au monde. Cet énorme butin a rapidement été complété par une réserve inépuisable d'argent sale provenant des sociétés susmentionnées, ce qui a permis à l'ISI de jouir d'une relative indépendance financière, même par rapport à l'État pakistanais et à son armée. Une partie de ce butin s'est également retrouvée dans les poches des *mollabs* djihadistes, ce qui leur a permis de passer de la misère à la richesse presque du jour au lendemain, en améliorant considérablement leur statut social et leur influence. Ironiquement, qu'il s'agisse des *moudjahidines* ou de l'ISI, l'impérialisme américain jetait les bases de son propre ennemi en Afghanistan dans un avenir pas si lointain.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, le gouvernement du Dr Najibullah, continuation de crise du régime PDPA, est tombé en 1992 lorsque le gouvernement de Boris Eltsine à Moscou a coupé les livraisons de carburant et d'armes, mais aussi en raison de la trahison de ses principaux commandants staliniens, qui ont commencé à quitter le navire en perdition, faisant défection et rejoignant les forces de l'ennemi. Cela a conduit à une nouvelle phase de la guerre civile au cours de laquelle d'âpres luttes internes ont éclaté entre des groupes de moudjahidines autrefois alliés. L'implication de plusieurs puissances impérialistes autres que le Pakistan, qui soutenaient divers groupes armés, a encore compliqué la situation. Les tentatives de médiation de l'État pakistanais, sur ordre de ses patrons à Washington et à Riyad, ont échoué lamentablement les unes après les autres. Les infrastructures construites pendant les années du PDPA ont été détruites dans cette lutte impitoyable pour le pouvoir, et les bombardements constants à la roquette ont transformé Kaboul, autrefois connue comme le Paris de l'Est, en ruines. Dans ces circonstances, le Pakistan a décidé d'élever les talibans au rang de nouvelle force pour mettre fin une fois pour toutes à l'anarchie et à l'instabilité dans son pays voisin. Mais ce n'était pas si simple, comme l'explique Lal Khan¹ dans l'un de ses nombreux écrits perspicaces sur l'Afghanistan et le fondamentalisme islamique :

« En 1996, la prise de Kaboul a été rendue possible par un accord secret entre le secrétaire d'État américain pour l'Asie du Sud, Robin Raphael, les talibans et la faction militaire de l'ancien général stalinien Shahnawaz Tanai. Cet accord a été promu par l'ISI... Ironiquement, il a été parrainé à Islamabad par Benazir Bhutto (fille de Zulfikar Ali Bhutto). Cela clarifie quelque peu ses références en tant que 'progressiste'. L'argent nécessaire à cette opération de prise de Kaboul a été fourni par le géant pétrolier américain Unocal. Ce n'est pas un hasard si l'ancien secrétaire d'État américain Robert Oakley est un employé d'Unocal ».

Après avoir pris le contrôle de Kaboul, l'une des premières atrocités commises par les talibans a été le meurtre horrible du Dr Najibullah et de son frère. Tous deux s'étaient réfugiés dans un bâtiment des Nations unies. Leurs cadavres ont été laissés suspendus à un poteau de signalisation pendant des jours pour terroriser la population locale. Le régime draconien mis en place par les

talibans comprenait, entre autres, l'interdiction totale de l'éducation des filles, des épisodes de fouet public et parfois de lapidation, l'obligation pour les femmes de se couvrir de la tête aux pieds, comme la *burqa*, et l'interdiction de quitter la maison ; une « justice » arbitraire rendue par des tribunaux dirigés par d'horribles *mollahs* ; des massacres de la minorité chiite ; l'interdiction pour les hommes de se raser la barbe ; et l'interdiction totale des vêtements, de la musique et de toute autre forme d'art de style occidental. En d'autres termes, une fois au pouvoir, ils ont tout mis en œuvre pour ramener la société à l'âge de pierre, voire pire. Les choses n'ont pas beaucoup changé depuis leur deuxième arrivée au pouvoir.

En revanche, les relations entre les talibans et les États-Unis se sont très vite détériorées. Zalmay Khalilzad, qui avait été fonctionnaire du département d'État sous Ronald Reagan, puis ambassadeur des États-Unis en Afghanistan, en Irak



et aux Nations unies, travaillait alors également comme consultant pour Unocal, et a publiquement fait l'éloge des talibans alors qu'ils semaient la désolation parmi le peuple afghan. Dans un article paru dans le *Washington Post* en 1996, il écrit explicitement :

« Les Talibans ne pratiquent pas le fondamentalisme anti-américain de l'Iran... ils sont plus proches du modèle saoudien... Le groupe prône un mélange de valeurs traditionnelles pachtoune et d'une interprétation orthodoxe de l'islam ».

Les Talibans et Unocal avaient initialement prévu de construire un réseau d'oléoducs et de gazoducs d'une valeur de 4,5 milliards de dollars pour transporter le pétrole et le gaz de la mer Caspienne vers l'Asie du Sud en passant par l'Afghanistan. Cependant, les dirigeants d'Unocal ont découvert par la suite que les Talibans les trahissaient et, en plus d'envoyer une

délégation au siège d'Unocal au Texas, ils en ont envoyé une autre à Buenos Aires, au siège du conglomérat pétrolier argentin Bidas, pour négocier un accord encore plus rentable. Au même moment, Al-Qaida bombarde deux ambassades américaines en Afrique, tuant 224 personnes. Le groupe terroriste dirigé par Oussama ben Laden, autrefois favori des États-Unis, a quitté le Soudan pour l'Afghanistan, où les talibans lui ont offert un refuge. Les talibans perdent alors le soutien des États-Unis et, comme on dit, le reste appartient à l'histoire.



Alors que les derniers soldats soviétiques en Afghanistan traversaient le fleuve Oxus en 1988 à la suite des accords de Genève, Zia-ul-Haq est mort dans des circonstances suspectes dans un accident d'avion, mais il a survécu dans les politiques des gouvernements démocratiques et militaires qui ont suivi, y compris celles du Parti du peuple pakistanais (PPP) de Bhutto, qui n'a cessé de virer à droite, au point de devenir un partenaire de coalition de son rival historique, le parti de droite traditionnel de Nawaz Sharif, qui a été nourri et introduit dans la politique par nul autre que Zia-ul-Haq. Comme dans une grande partie du reste du monde, la colère et le mécontentement du public à l'égard du système bipartite ont ouvert la voie à une troisième force politique, en l'occurrence le populisme de droite d'Imran Khan, qui présente des similitudes frappantes avec les phénomènes Trump, Bolsonaro et Milei. Comme on peut l'imaginer, Imran Khan et son parti - le soi-disant Mouvement pour la justice (PTI), dont la base de soutien se trouve principalement dans les sections éduquées et en col blanc de la petite

bourgeoisie urbaine - sont conservateurs et réactionnaires au point que beaucoup les considèrent comme une version « rasée » du Jamaat-e-Islami.

L'introduction incessante et la mise en œuvre impitoyable de politiques néolibérales depuis la fin des années 1980, à la demande du FMI et de la Banque mondiale, n'ont fait qu'aggraver la crise historique du capitalisme pakistanais, détériorant encore les conditions d'une population déjà appauvrie. L'échec lamentable du projet de l'establishment militaire autour d'Imran Khan - d'abord en le soutenant et en le portant au pouvoir, puis en l'évinçant et en l'emprisonnant après qu'il se soit révélé un casse-tête lorsqu'il a essayé de devenir de plus en plus indépendant avec son attitude typiquement arrogante et insouciant - a approfondi les fissures au sein de l'État et a encore intensifié le chaos politique. L'économie est minée par des déficits et des dettes historiques, et la situation a atteint un point tel qu'il ne reste plus grand-chose à privatiser. Même les actifs excédentaires de l'État mis en vente à des prix réduits ne parviennent pas à attirer des investissements étrangers raisonnables. Aujourd'hui, l'aéroport, les parcs publics et les autoroutes sont hypothéqués pour obtenir des emprunts supplémentaires. Malgré les longues et pénibles heures de coupures de courant, qui sont devenues monnaie courante même dans les centres urbains relativement développés, les prix de l'électricité ont fortement augmenté ces dernières années.

Le nouveau gouvernement marionnette du frère cadet de Nawaz Sharif, Shehbaz Sharif, ne bénéficie d'aucun soutien public et d'aucune crédibilité. Ses dirigeants sont encore plus impopulaires. L'incertitude et le mécontentement des masses sont à l'ordre du jour. Le mouvement de masse victorieux au Cachemire, qui réclame une électricité abordable, a encore alarmé les décideurs politiques. Dans ces conditions, le régime est devenu encore plus oppressif, conservateur et religieux. Ces circonstances sont le reflet d'un État souffrant d'une crise existentielle et d'une société au bord de l'effondrement si un capitalisme tardif, en crise et historiquement obsolète n'est pas déraciné par un soulèvement révolutionnaire des exploités. Cependant, dans les conditions actuelles marquées par le calme et la décadence sociale, les trahisons des dirigeants des syndicats et des partis traditionnels, l'indifférence et l'engourdissement politiques des masses laborieuses sans aucun répit en vue, il est courant que les gens ordinaires, en particulier la

petite bourgeoisie et les couches arriérées du prolétariat, cherchent du réconfort dans les préjugés réactionnaires du passé, les contes et récits religieux et l'idée d'une vie dans l'au-delà. Tout cela contribue à ce que la religiosité imprègne de larges pans de la société, s'exprimant dans l'habillement, le langage, les habitudes et d'autres aspects de la vie sociale, mais elle est aussi superficielle que la mince couche de champignons qui se forme sur l'eau morte.

À des époques marquées par l'inertie de la lutte des classes et du mouvement ouvrier, les sectes religieuses et les groupes fondamentalistes peuvent se développer dans une certaine mesure, et de nouveaux groupes peuvent continuer à émerger avec des perspectives plus réactionnaires, mais en raison de leur incapacité totale à présenter un programme viable d'émancipation pour les masses, ils sont dans la plupart des cas incapables d'acquérir des bases sociales et politiques durables dans la grande majorité de la population et, dans la plupart des cas, ils sont très vite perdus dans l'oubli. En période de domination apparente de la réaction et de la religiosité, les courants sociaux et politiques progressistes peuvent sembler s'éteindre sans espoir, mais ils peuvent réapparaître très rapidement sous le coup d'événements extraordinaires. En ce sens, alors que la crise de l'État s'aggrave et que les contradictions du capitalisme pakistanais s'aiguissent, on ne peut exclure la possibilité d'une explosion sociale imprévue qui transformerait radicalement la situation du jour au lendemain.

La ligne Durand n'est qu'une des divisions artificielles de la région tracées par l'impérialisme britannique et ses laquais locaux pour séparer et perpétuer leur domination exploiteuse sur les populations locales qui ont une histoire commune de plusieurs milliers d'années. Les autres sont la ligne Redcliff et la ligne de contrôle, qui divisent respectivement le Pendjab (et le Bengale) et le Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, les deux puissances atomiques rivales de l'Asie du Sud issues de la partition sanglante de 1947, au cours de laquelle 20 millions de personnes ont été arrachées à leurs foyers ancestraux et au moins un million ont péri dans la frénésie religieuse de viols et de meurtres qui s'en est suivie. Le traumatisme de la partition persiste dans la vie culturelle et sociale de la population et alimente le fanatisme religieux et le fondamentalisme dans les deux pays, manifestement soutenus non seulement par l'État et les classes dirigeantes du Pakistan - un pays ostensi-

blement fondé au nom de l'islam - mais aussi par l'Inde prétendument laïque. Là encore, ce sont les impérialistes britanniques qui, pour des raisons évidentes, ont veillé, lors de leur départ en 1947, à ne pas laisser derrière eux une Inde unie.

En période de graves crises internes, découlant inévitablement d'un capitalisme historiquement tardif et greffé, les deux États voisins n'hésitent pas à aller jusqu'à battre les tambours de la guerre et à pousser jusqu'aux ultimes conséquences l'hystérie guerrière imprégnée du mélange toxique de nationalisme et de fanatisme religieux. Cependant, les ressources limitées et les conséquences possibles - y compris la possibilité d'une guerre échappant à tout contrôle et d'un anéantissement total en cas de conflit nucléaire - obligent leurs décideurs à se restreindre, et tôt ou tard, l'arbitrage de l'impérialisme pour les mêmes raisons contribue à désamorcer la situation, ce qui conduit à une nouvelle phase de « normalité » et de « paix », dans laquelle le processus de dialogue commence pour le plaisir de le faire. Les guerres de 1947, 1965 et 1971 - et plusieurs conflits frontaliers limités qui se poursuivent encore aujourd'hui, notamment au sujet du Cachemire - ainsi que les durées intermédiaires des pourparlers de paix, démontrent que les classes dirigeantes de l'Inde et du Pakistan ne peuvent pas mener une guerre décisive ni, contrairement aux illusions gauchistes et réformistes, maintenir une paix et une amitié longues et durables. Depuis le début, les sections puissantes des États et des classes dirigeantes des deux pays, qui ont appris la leçon de « *diviser pour régner* » de leurs maîtres britanniques, ont adopté la politique de nourrir et de parrainer l'extrémisme religieux et le fondamentalisme afin de dissiper la lutte des classes et de perpétuer leur régime en crise. Dans ce contexte, les fondamentalismes hindou et islamique peuvent être considérés comme les deux aspects d'un même phénomène et se nourrissent mutuellement.

La montée et l'arrivée au pouvoir du Bharatiya Janata Party (BJP)² dans un État officiellement laïque prouve une fois de plus qu'une société véritablement laïque et démocratique ne peut être construite sur la base d'un capitalisme historiquement tardif et en crise, incapable d'assurer une vie prospère à la grande majorité de la population. Le BJP peut être considéré comme l'aile électorale du mouvement nationaliste hindou extrémiste Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS)³ qui, dans les conditions de diversité nationale, régionale,



linguistique, culturelle et religieuse de l'Inde, où des dizaines de milliers de divinités hindoues sont vénérées et où une importante minorité musulmane réside également avec des chrétiens et des sikhs, cherche à imposer une religion hindoue unifiée et un nationalisme basé sur celle-ci dans le style du fascisme italien et allemand.

D'un point de vue historique, le RSS et les organisations qui en sont issues, appelées collectivement la « famille RSS », n'ont pas remporté de succès majeur dans le domaine électoral. Le Bharatiya Jana Sangh, le parti qui a précédé le BJP, a obtenu au mieux 9,31 % du total des voix (lors des élections générales de 1967). Lors des élections générales de 1984, le BJP n'a remporté que deux sièges au Lok Sabha, le parlement indien. Cependant, les attaques des politiques capitalistes brutales menées par les gouvernements successifs du Congrès⁴ - en particulier après le brusque virage vers l'ouverture économique et le néolibéralisme dans les années 1990 dans le contexte de l'effondrement de l'Union soviétique - ainsi que l'utilisation de la vieille politique britannique consistant à manipuler les divisions communautaires de la société dans la poursuite du pouvoir et du prestige, ont fourni au BJP une base sociale qui s'est rapidement traduite par des victoires électorales. Plus encore que le Congrès, c'est l'incapacité des directions staliniennes, y compris des différents partis communistes, à doter le gigantesque prolétariat indien d'un programme marxiste et à lui indiquer une voie révolutionnaire pour sortir du borbier du capitalisme qui a finalement ouvert la voie aux forces de l'Hindutva⁵. Comme dans une grande partie du reste du monde, après s'être

égérés dans les labyrinthes de la conciliation des classes, de l'étapisme, du nationalisme, du parlementarisme et du réformisme, les partis communistes (qui disposaient autrefois d'une base sociale de masse considérable, d'un soutien et d'une présence au parlement) se battent aujourd'hui pour leur propre survie.

Comme l'a souligné Haris Qadeer dans l'un de ses récents écrits sur l'Inde, au cours des dix dernières années au pouvoir, le BJP est devenu si fort, non seulement en termes de nombre mais aussi en termes d'influence socioculturelle, que toute autre force politique et même tous les partis politiques rivaux réunis sont virtuellement incapables de lui opposer une résistance sérieuse. À l'instar de phénomènes similaires ailleurs, l'essentiel de sa base de soutien se compose de la petite bourgeoisie professionnelle et commerçante, de couches lumpénisées du prolétariat et de jeunes chômeurs et, fait intéressant, de la diaspora indienne en Occident. Selon une estimation prudente, le BJP compte aujourd'hui plus de 180 millions de membres. En outre, ses membres inactifs ou ses proches sympathisants se comptent également par dizaines de millions. Plus de 800 ONG affiliées au parti sont actives dans divers domaines. Il possède 36 ailes, dont la plus grande fédération syndicale et la plus grande fédération étudiante du pays. Outre une importante aile féminine, le parti contrôle également le Vishwa Hindu Parishad (VHP) et divers dispositifs de surveillance des affaires culturelles et religieuses à l'intérieur et à l'extérieur du pays. On estime que le RSS compte à lui seul environ cinq millions de membres, dont un grand nombre

sont des employés de l'organisation. Il compte plus de 60 000 succursales dans toute l'Inde.

En outre, à l'instar de nombreux autres courants populistes/d'extrême droite nouvellement apparus, notamment le PTI d'Imran Khan au Pakistan, le BJP gère un gigantesque réseau de médias sociaux par l'intermédiaire de sa cellule informatique qui emploie des dizaines de milliers de personnes. Cette cellule fonctionne grâce à d'innombrables pages et comptes portant le nom de personnalités célèbres, d'États, de destinations et de villes touristiques, de fêtes religieuses, etc., et les utilise pour mener une propagande trompeuse et malveillante conformément aux objectifs du parti, qui consistent également à présenter au monde l'image d'une Inde progressant sous le régime du BJP. Nombre de ces comptes ou pages portent même des noms ou des titres musulmans. Par le biais de ces médias, toute voix dissidente ou opposante est sans cesse harcelée et déclarée traîtresse, antinationale, pro-pakistanaise, etc.

En substance, le BJP - ou, en fait, le projet sociopolitique de l'Hindutva en général - représente une attaque sans précédent des secteurs dominants de la bourgeoisie indienne contre les masses laborieuses. Il s'agit notamment de limiter sévèrement ou d'abolir complètement leurs libertés démocratiques et civiles, y compris le droit de s'organiser, la libre association politique et la liberté d'expression. Mais tout cela est préliminaire à son objectif principal, qui est une mise en œuvre féroce de l'agenda néolibéral, c'est-à-dire la privatisation totale, l'élimination des syndicats, la limitation des salaires réels au strict minimum, l'austérité, la déréglementation et les licenciements. Là encore, il ne s'agit pas d'un choix politique, mais des conditions essentielles requises pour garantir les profits des entreprises, voire l'existence même de la bourgeoisie indienne. En fin de compte, le BJP et le programme qu'il contient peuvent raisonnablement être considérés comme une partie intégrante du système dans la période de sa décomposition et de son déclin historiques.

En ce qui concerne les conséquences des politiques mises en œuvre par le BJP au cours des dix dernières années, la situation sur le terrain ne ressemble guère au tableau idyllique d'une Inde montante et « brillante » brossé par les apologistes du capitalisme néolibéral dans le pays et à l'étranger, y compris les groupes de réflexion impérialistes et les institutions financières telles que le FMI. Les chiffres officiels de la croissance

du PIB peuvent être considérés comme complètement manipulés ou, au mieux, gonflés. Quoiqu'il en soit, il s'agit d'une triste croissance pour la grande majorité de la population, qui creuse le fossé entre les riches et les pauvres à un point tel que sept millions de citoyens indiens appartenant aux couches les plus élevées peuvent figurer parmi les personnes les plus riches du monde, tandis que 700 millions d'Indiens appartenant aux couches les plus basses sont parmi les plus pauvres de la planète. En conséquence, le fossé entre riches et pauvres en Inde est pire aujourd'hui qu'à l'époque de la colonisation britannique : les 1 % les plus riches détiennent jusqu'à 73 % du revenu national et plus de quatre fois la richesse des 953 millions de personnes qui constituent les 70 % les plus pauvres de la population du pays. Il faudrait 22 277 ans à un employé de maison pour gagner ce qu'un cadre supérieur d'une entreprise technologique gagne en un an.



L'État et la société indiens, sous la direction du BJP, subissent un processus de transformation réactionnaire similaire à celui initié par Zia-ul-Haq au Pakistan dans les années 1980. Cependant, la situation n'est pas encore totalement perdue. Malgré une répression brutale de l'opposition et un contrôle sans précédent des médias dans le cadre des récentes élections générales, le BJP a subi un revers électoral inattendu, et les espoirs de Narendra Modi d'obtenir la majorité nécessaire aux amendements constitutionnels qui transformeront l'Inde en une dictature de l'hindutva ont été anéantis. Cela reflète un mécontentement de masse qui couve sous la surface. Le BJP devra désormais gouverner au sein d'une coalition et, par conséquent, avec un gouvernement relativement faible. Cela ne signifie pas nécessairement que,

face à une opposition plus forte, il atténuera sa rhétorique fondamentaliste. Au contraire, il sera contraint d'adopter une approche plus intolérante pour tenter de se réaffirmer dans la société, attisant encore davantage les sentiments nationalistes religieux dominants, non seulement à l'encontre d'une importante minorité musulmane, mais aussi à l'encontre de l'ennemi extérieur historique, le Pakistan. Quoi qu'il en soit, avec les événements du passé récent, il est devenu extrêmement difficile, voire carrément impossible, de vaincre et de renverser le BJP par la seule voie électorale. En fin de compte, le prolétariat indien, en alliance avec d'autres strates exploitées et opprimées de la société, devra recourir à des méthodes révolutionnaires non seulement pour se débarrasser de la menace du fondamentalisme hindou sous toutes



ses formes, mais aussi du système d'oppression et d'exploitation de classe qui est à l'origine de tous ces vices.

En conclusion, les racines du fondamentalisme religieux sous toutes ses formes et tous ses visages en Asie du Sud doivent être recherchées dans l'évolution historique de ces sociétés sous le colonialisme, l'impérialisme et, plus tard, la domination indépendante d'une bourgeoisie laquais. Avec le modèle de développement inégal et combiné, l'amalgame nocif de l'appauvrissement, des préjugés religieux et des superstitions du passé, de la modernité partielle, du capital financier et de l'argent noir, n'a fait que compliquer l'évolution de ces pays. Le capitalisme greffé et sa bourgeoisie compradore n'ont pu accomplir aucune de leurs tâches historiques, à savoir la création d'un État véritablement laïque doté d'une démocratie parlementaire saine, une industrialisation stable et de grande envergure, une solution à la

question nationale brûlante, la formation d'une main-d'œuvre saine, éduquée et qualifiée, dotée d'une éthique de travail décente, la fin des vestiges économiques et culturels du féodalisme et une infrastructure sociale et matérielle viable sur laquelle une société bourgeoise moderne pourrait être bâtie. Alors que la crise historique du capitalisme à l'échelle mondiale s'est aggravée, les conditions dans cette partie du monde sont devenues de plus en plus sombres. En ces temps de décadence capitaliste, où les tendances semi-fascistes d'extrême droite réapparaissent même dans les sociétés les plus développées et les plus modernes de l'Occident, il est criminel d'imaginer combattre et vaincre le fondamentalisme religieux ici avec un programme limité aux frontières du capitalisme. Par conséquent, le libéralisme et le réformisme de gauche ne peuvent offrir aucune résistance sérieuse à l'extrême droite, que ce soit sous la forme du fondamentalisme religieux, du racisme ou de toute autre forme. Au contraire, dans une tentative désespérée de résoudre la crise du capitalisme par des politiques d'austérité, de privatisation et de déréglementation, ils finissent par ouvrir la voie à l'extrême droite. Seul le prolétariat, à la tête de toutes les autres sections opprimées de la société et armé d'un programme socialiste révolutionnaire, peut combattre ce danger en éliminant la cause première de toutes ces horreurs. Pour reprendre les paroles glorieuses du regretté camarade Lal Khan : « *Une fois que la classe ouvrière commencera à bouger... le fondamentalisme disparaîtra comme une goutte d'eau disparaît de la surface d'un fer rouge. Mais si les contradictions fondamentales et la crise de la société ne sont pas éliminées, elles reviendront encore et encore dans de nouvelles périodes de réaction. Elle continuera à dévaster et à violer la société et la civilisation humaine jusqu'à ce qu'elle soit éradiquée et que la cause fondamentale de son existence, la privation, soit déracinée. C'est une manifestation particulière de l'agonie du capitalisme. Il ne sera possible de se débarrasser de ce fléau que lorsque le système sur lequel il se propage sera aboli. Cela n'est possible que par une révolution socialiste* ». 🌸

1. Lal Khan (1956-2020), fondateur et dirigeant historique de The Struggle, section de la LIS en Pakistan.
2. Parti populaire indien.
3. Association nationale des bénévoles.
4. Congrès national indien, le parti politique traditionnel du nationalisme indien.
5. Idéologie politique du nationalisme indien qui vise à imposer l'hégémonie culturelle et religieuse hindou.

ROSA LUXEMBOURG
SOCIALISME
OU BARBARIE

